



LE DEVOIR

VOL. XCII N° 232

LES SAMEDI 13 ET DIMANCHE 14 OCTOBRE 2001

1,95 \$ + TAXES = 2,25 \$

La machine péquiste travaille pour Bourque sous les ordres de Gagliano

KATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR

Péquistes et libéraux fédéraux sont devenus frères d'armes dans l'actuelle campagne municipale à Montréal. Ennemis sur la scène fédérale-provinciale, ils travaillent main dans la main afin de faire réélire Pierre Bourque à la mairie.

Sans avoir lancé de mot d'ordre officiel, la machi-

ne du Parti québécois contribue activement à l'organisation de la campagne électorale d'Équipe Bourque/Vision Montréal. Ce travail de terrain se fait toutefois sous la direction des libéraux fédéraux, issus notamment de la filière du ministre Alfonso Gagliano, figure honnie dans les rangs souverainistes.

Au bureau de M. Gagliano, on soutient que l'organisateur en chef du Parti libéral du Canada (PLC) au Québec n'orchestre rien. Tout au plus reconnaît-on

que l'attaché politique au bureau de comté de M. Gagliano, Tony Mignacca, est en congé sans solde pour prêter main-forte aux candidats du camp Bourque dans Saint-Léonard.

Dans les faits, les tentacules du ministre Gagliano se font sentir en périphérie de la campagne, quand ce n'est pas directement; c'est «l'esprit de clan en action», racontent certains libéraux. Au cabinet de M. Gagliano, on souligne surtout que «Pierre

Bourque a réussi à créer une coalition arc-en-ciel».

De fait, l'organigramme des organisateurs d'Équipe Bourque/Vision Montréal (EB/VM) montre une promiscuité entre péquistes et libéraux qui détonne par rapport aux foires d'emploie habituelles. Les deux adjoints de l'organisateur de Pierre Bourque, le directeur général d'EB/VM, André Bourque, sont is-

VOIR PAGE A 14: BOURQUE

■ Dossier sur les élections municipales à Montréal et à Québec en pages B 3 et B 4

Construire des logements sociaux ou stimuler l'accès à la propriété?

Pour Louise Harel, «la meilleure façon de lutter contre la pauvreté, c'est de devenir propriétaire»

C'est l'automne de tous les espoirs en matière d'habitation au Québec. Le plan d'action gouvernemental 1997-2002 doit être renouvelé et le fédéral — après huit ans d'absence — a 680 millions à investir, dont 160 millions en quatre ans au Québec. Quelles seront les priorités de la ministre Louise Harel? Dernière tranche de notre série.

JOSÉE BOILEAU
LE DEVOIR

Les groupes communautaires réclament la construction de logements sociaux, mais Louise Harel, ministre québécoise responsable de l'habitation, a d'autres ambitions. «Le rêve que j'ai, dit-elle, ce serait que des chefs de famille monoparentale, ou des familles biparentales à faibles revenus, puissent devenir propriétaires, y compris à Montréal.»

Elle précise tout de suite que les «discussions portent sur toutes sortes de formules». Chaque programme du plan d'action en habitation — il y en a six — est présentement revu et aucune décision n'est arrêtée. «Mais pour moi, la meilleure façon

VOIR PAGE A 14: LOGEMENTS

■ L'analyse de Josée Boileau en page A 3

SCIENCE

De nouveaux aliments santé

Conscients des liens qui existent entre l'alimentation et la santé, les consommateurs recherchent de plus en plus des denrées saines et qui aident à prévenir l'apparition de maladies. L'engouement pour les aliments fonctionnels et les nutraceutiques en est un exemple frappant. Ces produits alimentaires auxquels on reconnaît des vertus pour la santé représentent un marché en pleine expansion en Amérique. Ceci a pour conséquence de stimuler la recherche dans ce secteur.

■ À lire en page B 14

INDEX

7	Actualités..... A 2	Idées..... B 12
8	Avis publics..... A 12	Le Monde... B 11
9	Bourse..... B 10	Mots croisés A 11
10	Carrières..... A 8	Météo..... B 8
11	Économie..... B 5	Perspectives... B 1
12	Éditorial..... B 13	Science..... B 14
13		Sports..... A 13



Munis de combinaisons protectrices, des soldats français ont participé hier à une séance d'entraînement pour la lutte contre le bioterrorisme. Les plus récents cas de contamination à l'anthrax aux États-Unis font frémir l'Occident.

La psychose de l'anthrax secoue les États-Unis

Découverte d'un quatrième cas de contamination à New York

JEANNE CORRIVEAU
LE DEVOIR

La découverte d'un quatrième cas de contamination à l'anthrax (maladie du charbon), à New York cette fois, a donné une nouvelle dimension à la psychose qui secoue les États-Unis. Une journaliste du réseau NBC a été infectée par la forme cutanée de la maladie en manipulant une lettre reçue au réseau de télévision à la fin septembre. Tout en tentant d'apaiser les Américains, le FBI et les autorités sanitaires ont lancé un appel à la prudence concernant tous les colis suspects, une recommandation qui n'étouffera pas le sentiment de paranoïa qui s'est déjà emparé de la population.

Les dirigeants de NBC ont indiqué hier que la lettre adressée au lecteur de nouvelles Tom Brokaw et reçue le 25 septembre dernier contenait une mystérieuse poudre blanche. Après avoir manipulé la missive, une employée de *Nightly News* a développé des lésions sur la peau. Une biopsie a confirmé une contamination à l'anthrax dans sa forme cutanée, moins dangereuse que celle contractée par inhalation. Le président de NBC, Andrew Lack, a toutefois

VOIR PAGE A 14: ANTHRAX

Un rôle important pour l'ONU

Par respect pour le jour de prière musulman, Washington suspend ses frappes pour 24 heures

AGENCE FRANCE-PRESSE
REUTERS

Le président George W. Bush a affirmé au secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, que les Nations unies auraient «un rôle important à jouer dans l'avenir de l'Afghanistan» lors d'un entretien téléphonique hier pour le féliciter de l'attribution du prix Nobel de la paix 2001.

Les frappes américaines ont été suspendues hier, jour de prière chez les musulmans, ce qui n'a pas empêché M. Bush d'exprimer, par la voix de son porte-parole Ari Fleischer, «sa détermination à aller jusqu'au bout dans la bataille contre le terrorisme».

Jeudi soir, le président américain avait une première fois déclaré que «les Nations unies pourraient offrir le cadre nécessaire» pour aider les Afghans à former

un nouveau gouvernement post-talibans.

L'ONU peut aider les Afghans à établir un nouveau régime en Afghanistan mais la communauté internationale «ne doit pas imposer un gouvernement aux Afghans», a quant à lui affirmé Kofi Annan hier, qui était interrogé par des journalistes après avoir reçu, conjointement avec l'ONU, le prix Nobel de la paix. Il a cependant exclu que l'ONU puisse prendre en main l'administration de l'Afghanistan au cas où les talibans, qui abritent l'islamiste Oussama ben Laden, seraient chassés du pouvoir par les opérations militaires américaines.

M. Annan a estimé que l'ONU doit aider les Afghans pendant «la difficile phase humanitaire et à travers une période de transition s'ils décident de se rassembler et de former

VOIR PAGE A 14: ONU

■ Autres informations en pages A 6, A 7, A 8, A 9, B 1 et B 2



Les religieux afghans ont appelé, lors de leurs prêches, à lutter jusqu'à la mort contre les États-Unis.

PIERRE GODIN

RENÉ LÉVESQUE
L'espoir et le chagrin, 1976-1980

La période la plus captivante de l'histoire du Québec moderne



Biographie, cahiers-photos
632 pages • 29,95 \$

Boréal
www.editionsboreal.qc.ca

• LES ACTUALITÉS •

Les péquistes en quête de moyens pour réaliser la souveraineté

ISABELLE DUCAS
PRESSE CANADIENNE

Laval — Le Parti québécois parlera peut-être moins de référendum, à la suite de ses défaites d'il y a deux semaines dans deux circonscriptions, aux élections complémentaires, mais la souveraineté demeurera au centre de son discours, affirme le premier ministre Bernard Landry.

Hier, lors d'une rencontre conjointe des députés du PQ et de ceux du Bloc québécois, les souverainistes ont discuté de... souveraineté, sans nécessairement parler de référendum, a précisé M. Landry.

«On a parlé du fond des choses, mais nous n'avons pas discuté de conjoncture, ni de stratégie, a dit le premier ministre. Notre option reste au cœur de notre action et de notre engagement politique. Nous poursuivons l'idéal du grand René Lévesque.»

Le président du caucus péquiste, François Gendron, a lancé la discussion sur le sujet, jeudi, quand il a affirmé, à la sortie d'une rencontre des députés péquistes, que la population voulait entendre parler de souveraineté plutôt que de référendum, opinion qui serait partagée par plusieurs autres députés.

Le gouvernement Landry a déjà reconnu, à la suite de ses défaites cuisantes du 1^{er} octobre, qu'il devrait revoir sa stratégie et son mes-

sage à la population. Mais il est impossible de penser à la souveraineté du Québec sans que les citoyens se soient d'abord exprimés sur la question par référendum, a reconnu le premier ministre Landry.

«Il y aura un jour un référendum sur la souveraineté, quand le peuple, selon nous, le voudra et sera prêt à accorder un verdict positif», a-t-il dit.

«La progression est extraordinairement encourageante», a ajouté M. Landry, rappelant que le mouvement souverainiste était marginal il y a 30 ans mais avait reçu l'appui de près de la moitié de la population québécoise au référendum de 1995.

«Ce cheminement démontre que nos efforts portent fruits et, en tout respect de nos compatriotes et de leur rythme, nous allons régler la question nationale québécoise de la seule façon dont elle peut être réglée», a-t-il précisé.

Bernard Landry a souligné que les péquistes n'étaient pas en campagne référendaire mais qu'ils s'employaient à «mettre au point les outils pour que le cheminement s'opère».

Le PQ tiendra un troisième référendum quand il sera certain de le gagner, a répété son chef, sans donner d'échéancier, outre le fait qu'il «souhaitait» que le Québec devienne un pays avant 2005, pour participer au prochain Sommet des Amériques à Buenos Aires.

Les commissions scolaires craignent de perdre les millions promis

Legault est prié d'intervenir auprès de Marois

MARIO CLOUTIER
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

Les commissions scolaires pressent le ministre de l'Éducation, François Legault, d'intercéder en leur faveur auprès de sa collègue d'État à l'Économie et aux Finances, Pauline Marois. Le président de la Fédération des commissions scolaires (FCSQ), André Caron, se dit «très inquiet» de voir disparaître la réserve de 200 millions, prévue pour l'éducation, dans le prochain budget que présentera Québec d'ici un mois.

«Cette somme était réservée aux ordinaires, aux manuels scolaires et à la rénovation d'édifices. Ce sont des besoins réels qui découlent de la réforme scolaire», a précisé M. Caron hier à Québec après une rencontre avec le ministre Legault. Il a expliqué que les compressions des dernières années en éducation lui donnent amplement raison de douter du gouvernement actuel.

Marge de manœuvre réduite

Prononçant un discours devant les présidents et les directeurs généraux des commissions scolaires, le ministre François Legault a lancé un appel à sa collègue des Finances en disant qu'il faut «continuer les réinvestissements dans le réseau de l'éducation». À l'intention des commissions scolaires, il a toutefois avoué que les marges de manœuvre du gouvernement devenaient «de plus en plus minces» devant les risques de crise économique.

«Tout le monde doit être réaliste en ce moment, a-t-il ensuite expliqué aux journalistes. Il y a un impact sur l'économie et sur les rentrées de revenus. On ne peut pas exclure qu'on pourrait avoir à effectuer des ajustements sur le budget des dépenses.»

Le ministre Legault ne compte pas mettre son si-

ge en jeu si cette révision budgétaire devait toucher l'Éducation. Il dit garder espoir que son portefeuille demeure une priorité au gouvernement tout en reconnaissant que les arbitrages à venir au cours des prochaines semaines seront difficiles. Il estime avoir quelques arguments pour faire pencher le budget Marois en sa faveur.

«C'est certain que je vais essayer, de mon côté, de m'assurer de protéger les budgets de l'Éducation. C'est un investissement important pour l'avenir de la société, une façon de faire du développement économique, de lutter contre la pauvreté et l'exclusion.»

Le ministre a donné en exemple le Chili, seul pays de l'Amérique du Sud non atteint par la récession, selon lui, qui a fait de l'éducation sa priorité. En 2001, a-t-il indiqué, l'ensemble des dépenses gouvernementales chiliennes ont augmenté de seulement 3 %, mais en éducation, cette hausse s'est élevée à 8 %.



François Legault

Réussite scolaire

M. Legault cherchait surtout hier à encourager les commissions scolaires à continuer leurs efforts afin de mettre à jour, d'ici le 30 novembre prochain, les plans d'action visant à améliorer la réussite scolaire des élèves du primaire et du secondaire. Le ministre s'inquiète de voir des écoles, notamment en milieux défavorisés, afficher encore des taux de décrochage variant entre 40 et 60 %. Il a donc demandé aux gestionnaires de se concentrer sur ces établissements scolaires.

«Oui à la réussite», a répliqué le président de la FCSQ, André Caron, mais pour ce faire, le gouvernement devra dire oui au financement du système scolaire en respectant ses engagements.

«Nous comptons sur vous pour nous appuyer, a-t-il lancé au ministre Legault. Nous voulons être entendus par Mme Marois.»

Dumont demande à Charest de changer de ton

PIERRE APRIL
PRESSE CANADIENNE

Québec — Le chef de l'Action démocratique du Québec, Mario Dumont, n'apprécie pas le ton du débat politique et dit souhaiter que la reprise des travaux parlementaires, mardi, soit l'occasion pour tous les membres de l'Assemblée nationale de faire front commun avec le gouvernement pour surmonter la crise économique.

«Les élections partielles, c'est fini», a-t-il affirmé au cours d'une conférence de presse, hier. «Il faut maintenant sortir de ce ton électoral, et il faut rentrer dans la nouvelle session parlementaire dans un esprit de recherche de solutions, dans un esprit qui soit suffisamment empreint du sens des responsabilités, plutôt que de partisanerie.»

M. Dumont estime en effet que les citoyens québécois s'attendent vraiment à ce que les parlementaires reconnaissent le sérieux de la situation et les dangers suscités, entre autres, par les récents événements aux États-Unis. «Les parlementaires québécois, a-t-il noté, quel que soit le parti auquel ils appartiennent, doivent envisager cette situation avec sérieux, sans mener de petites guerres, mais en recherchant des solutions, autant pour la sécurité de la population que pour la relance de l'économie.»

Pour lui, la meilleure façon de relancer une économie vacillante et inquiétante, c'est de réduire le fardeau fiscal des contribuables ou celui des entreprises créatrices d'emplois. «Je fais partie de ceux qui tiennent à ce qu'on ne retombe pas dans l'endettement mais qu'on utilise toutes les marges de manœuvre, toutes les réserves disponibles pour accélérer, même augmenter les baisses d'impôts et rendre possibles rapidement des investissements publics.»

Le chef adéquiste souhaite des investissements visant à assurer la sécurité du public dans la période troublée que nous traversons. Il promet de soutenir le gouvernement dans ces mesures et demande au Parti libéral de Jean Charest de prendre le même engagement.

Entre-temps, M. Dumont aimerait bien que le ton change, surtout celui utilisé par Jean Charest. «On entend là un ton comme si les élections partielles n'étaient pas finies ou comme s'il était tout excité d'avoir gagné des partielles, a-t-il dit, en oubliant l'ampleur des défis de société qui touchent la population.»

Parmi ces défis, on retrouve la détérioration du système de soins de santé québécois, où des histoires d'horreur se répètent et où on ne semble pas être en mesure de trouver des solutions originales, suggère-t-il. «Je pense que c'est devenu un système dans lequel on pompe de l'argent, mais le patient, à l'autre bout, dans la salle d'attente, ne le sent pas.»

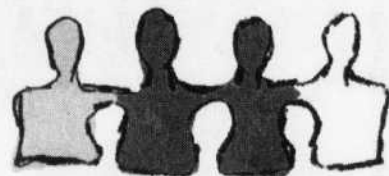


réduit
une...
fée
miniman
BOUTIQUE

Enfants Deslongchamps

Vêtements d'enfants 0 à 18 ans
Vêtements de maternité à l'étage

1007, RUE LAURIER OUEST,
OUTREMONT
TEL.: 274-2442



Année Internationale des bénévoles 2001 au Québec

Desjardins, c'est 5 millions de membres propriétaires et usagers de la plus grande institution financière du Québec. C'est aussi plus de 10 000 dirigeantes et dirigeants bénévoles qui, de Gatineau à Blanc-Sablon, de Waswanipi à Stanstead, les représentent aux conseils d'administration et aux conseils de vérification et de déontologie des caisses Desjardins.

Ces élus, hommes et femmes, qui se dévouent sans compter, veillent à la satisfaction des membres, travaillent au mieux-être de leur communauté et s'assurent d'une gestion intègre et efficace de leur caisse.

En cette année internationale des bénévoles, Desjardins tient à leur exprimer sa très grande reconnaissance.

MERCI !

Desjardins

• LES ACTUALITÉS •

Jeux olympiques

Pékin fera attention de ne pas répéter les erreurs de Montréal

ÉRIC DESROSIERS
LE DEVOIR

Bien qu'engagés dans des investissements records, les organisateurs des Jeux olympiques de 2008 à Pékin se montrent confiants de ne pas répéter les erreurs commises il y a 25 ans à Montréal.

«La question économique est un problème très important, a reconnu hier le maire de Pékin et président du comité organisateur des Jeux, Liu Qi, à la sortie d'une rencontre avec des gens d'affaires organisée dans le cadre de la Semaine culturelle de Beijing à Montréal. Mais les temps changent et nous comptons tirer des leçons de tous les Jeux qui se sont tenus avant les nôtres.» Aussi, tous les efforts possibles seront déployés pour garder un contrôle étroit des dépenses et générer un maximum de revenus lors de la tenue de l'événement. On ne manquera pas non plus, a-t-il annoncé, de mettre sur pied un programme visant «à réutiliser les stades après les Jeux olympiques».

Depuis sa victoire de cet été, notamment sur les villes de Toronto et Paris, Pékin fait face à un défi financier et logistique sans précédent. Il reste encore aujourd'hui



Le maire de Pékin

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

d'hui à aménager 22 des 37 lieux de compétition. Ayant présenté sa candidature sous le slogan «Des Jeux verts, populaires et high-tech», le comité organisateur doit, en plus, trouver le moyen de développer rapidement les infrastructures de transports de la ville et réduire fortement son degré de pollution, ce qui vaudra au gouvernement une facture totale présentement évaluée à 40 milliards.

La Chine fera également l'objet

d'une attention toute particulière en matière de respect des droits de la personne. Après avoir fait face à une intense campagne d'opposition à la candidature pékinoise en raison des camps de travail que l'on y trouve, de sa répression des dissidents politiques, de son recours aux exécutions et de son occupation du Tibet, le pays doit aujourd'hui faire face à un appel au boycott des Jeux lancé aux États par plusieurs organisations,

dont Reporters sans frontières.

«C'est un sujet très important, a répondu le maire Liu, par l'entremise de son interprète. «On doit, en Chine, respecter les principes internationaux des droits de l'homme. Mais il existe une situation concrète dans chaque pays dont il faut tenir compte.» La Chine compte 1,3 milliard d'habitants, a-t-il rappelé. Les dernières réformes économiques ont récemment permis à 200 millions d'entre eux de sortir de la pauvreté. «Les Jeux devraient servir de pont entre l'Orient et l'Occident», a-t-il commenté. Ils constitueront un moment privilégié pour permettre aux étrangers de «venir juger par eux-mêmes de la véritable situation».

Enviant les nombreux espaces verts de Montréal ainsi que l'importante présence de grandes industries dans le domaine des biotechnologies, de l'informatique et de l'aérospatial, le maire de Pékin a d'autre part dit souhaiter la multiplication des projets de coopération entre les deux villes. Il n'a aussi évidemment pas manqué d'inviter les membres de son auditoire, réunis par le World Trade Center de Montréal, à venir investir ou s'établir dans sa ville en pleine effervescence.

La PdA essuie encore un revers devant les tribunaux

BRIAN MYLES
LE DEVOIR

Les verdicts se suivent et se ressemblent pour la Place des Arts (PdA), qui a essuyé hier une nouvelle gifle de la Cour d'appel du Québec pour avoir recouru à des briseurs de grève dans l'espoir de casser les effets de la grève déclenchée il y a deux ans par les techniciens syndiqués.

La décision partagée à deux contre trois confirme une énième fois que la Place des Arts a commis une grave entorse au Code du travail en modifiant les baux de ses compagnies résidentes, le 11 novembre 1999, afin de ne plus offrir les services des techniciens de l'Alliance internationale des employés de scène de théâtre et de cinéma (AIEST-FTQ).

Qualifié de «subterfuge» par les tribunaux inférieurs, ce tour de passe-passe permettait aux quatre compagnies résidentes (Grands Ballets canadiens, Compagnie Jean-Duceppe, Orchestre symphonique et Opéra de Montréal) d'embaucher des techniciens externes sur une base de gré à gré. Du coup, la direction de la PdA informait les membres de l'Alliance, en grève depuis le 22 juin 1999, que leurs services n'étaient plus requis.

La Cour d'appel précise dans son analyse que les dispositions antigrèves de grève du Code de travail visent à éviter la modification du rapport de force entre l'employeur et le syndicat après le déclenchement d'une grève. Elles assurent en pratique un monopole syndical sur le travail effectué par les grévistes.

La Place des Arts a soutenu

que la loi permettait de mettre fin à une partie de son entreprise pendant une grève légale. C'est précisément ce qu'elle croyait faire en modifiant les baux des compagnies résidentes.

La Cour d'appel affirme au contraire que la société d'État a continué d'exploiter son entreprise. La gérance est exercée par les coordinateurs techniques de la PdA. Les travaux d'entretien sont placés sous la responsabilité de l'employeur. Les équipements et l'inventaire demeurent toujours sa propriété. Impossible de conclure à un transfert partiel de l'entreprise comme le prétendait la direction.

Ne reste plus que deux solutions: retour à la table des négociations ou appel en Cour suprême du Canada. Le président du conseil d'administration de la Place des Arts, Clément Richard, a indiqué par le passé qu'il était prêt à se battre jusqu'au bout pour obtenir gain de cause.

Le président de la FTQ, Henri Massé, a explosé le 25 septembre lors de la Commission parlementaire de la culture sur l'avenir de la PdA et du Grand Théâtre de Québec, en dénonçant le «plaidoyer antisindical» de «Tarzan Richard». «Ça fait deux ans et demi qu'on subit, de la part de Clément Richard, une campagne hargneuse, vicieuse contre les techniciens de la Place des Arts, puis on commence à avoir notre maudit voyage», a lancé M. Massé aux parlementaires.

Accusant les députés de complaisance à l'endroit de Clément Richard, M. Massé et la délégation de l'AIEST ont claqué la porte sans présenter leur mémoire.

EN BREF

Le Festival du monde arabe de Montréal aura lieu comme prévu

(PC) — Le deuxième Festival du monde arabe de Montréal aura lieu comme prévu du 2 au 11 novembre

prochain mais ses organisateurs ont cru bon d'instituer d'importantes mesures de sécurité. Le directeur du festival, Joseph Nakhle, a parlé de mesures draconiennes élaborées en collaboration avec la Sûreté du Québec. L'an dernier, 20 000 personnes ont assisté à la première édition du festival, dont seulement 20 % de citoyens d'origine non arabe.

Grande sélection de complets italiens

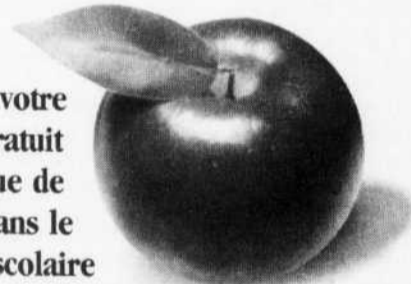
399\$ et plus

Pour Elle
277, av. Laurier O.
270-6154
Centre de Commerce Mondial
844-9125

Pour Lui
Centre de Commerce Mondial
281-7999
5107, av. du Parc (angle Laurier)
277-7558

Croquez dans la réforme scolaire

Demandez votre échantillon gratuit de la revue de l'heure dans le réseau scolaire



Le Point en administration scolaire (514) 277-4544, poste 240

www.lepointadm.com

Leur apprendre qu'elles sont les meilleures!

La maison d'enseignement secondaire Saint-Nom-de-Marie trace la voie depuis près d'un siècle. Nombre de jeunes filles ont reçu une formation solide autant en sciences qu'en arts. Nous visons un but précis: faire de nos élèves des leaders dans la société de demain et ce, dans tous les domaines.

L'excellence, ça se prépare

La confiance en soi ouvre les portes de l'esprit et appelle le besoin du savoir. Au Saint-Nom-de-Marie, nous exigeons de nos filles une rigueur dans tout ce qu'elles entreprennent, que ce soit dans leurs travaux scolaires, leurs activités culturelles et sportives ou leur engagement social. Nos élèves apprennent à être fières de ce qu'elles font parce qu'elles y consacrent le meilleur d'elles-mêmes.

Un milieu inspirant

Tout est conçu pour créer un lieu propice à l'apprentissage. Nos enseignants sont dévoués, l'encadrement est personnalisé et l'environnement privilégié au pied du mont Royal tout simplement enchanteur. Le Saint-Nom-de-Marie se distingue par l'importance qu'elle accorde à la culture. Nous croyons qu'il est impérieux d'offrir à nos élèves la possibilité d'explorer toutes les facettes de leur personnalité. Que seras-tu demain? Une gagnante dans le domaine que j'aurai choisi. Nous en sommes convaincus!

Portes ouvertes
Dimanche, 14 octobre
de 13h 30 à 16h 30

Examens d'admission
Samedi, 20 octobre
de 9h à 12h
Samedi, 3 novembre
de 9h à 12h

SAINT-NOM-DE-MARIE

Une institution qui fait école

Cours secondaire complet, en externat et en pensionnat pour jeunes filles. Partenaire académique de l'École supérieure de danse du Québec.

628, chemin de la Côte Sainte-Catherine, Outremont (Québec) H2V 2C5 • Téléphone: (514) 735-5261 poste 3045 • Télécopieur: (514) 735-5266 • Site Web: www.psnm.qc.ca • Courriel électronique: admission@psnm.qc.ca

Gervais Carpin
Le Réseau du Canada
Étude du mode migratoire de la France vers la Nouvelle-France (1628-1662)



En 1662, la Nouvelle-France compte 3000 habitants alors qu'en en décembre 40 000 en Nouvelle-Angleterre. Pourquoi la colonie française était-elle si peu peuplée?

SEPTENTRION
www.septentrion.qc.ca

FONDATION JEUNES ET SOCIÉTÉ



LES ENFANTS DU MONDE ONT BESOIN DE VOTRE AIDE

- ▲ comme coopérant
- ▲ comme bénévole
- ▲ comme donateur

(514) 387-2541, poste 240
Nous vous aiderons à les aider

www.monde.ca

• LES ACTUALITÉS •

Ottawa renforce la lutte contre le terrorisme

ISABELLE RODRIGUE
PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Critiqué pour sa lenteur à agir face aux actes terroristes du 11 septembre, le gouvernement du Canada a annoncé, cette semaine, une partie de son plan pour lutter contre le terrorisme.

Tour à tour, quatre ministres ont rendu publiques les premières mesures concrètes visant à renforcer la sécurité nationale et à empêcher les terroristes de s'établir et d'agir en sol canadien.

En deux jours, des mesures totalisant plus de 180 millions ont été annoncées. Ces nouvelles dispositions font partie des orientations énoncées par le Comité spécial sur les mesures de sécurité et de contre-terrorisme, présidé par le ministre des Affaires étrangères, John Manley.

Ce comité doit coordonner les actions et orientations du gouvernement de Jean Chrétien en ce qui a trait à la lutte contre le terrorisme.

Mercredi, M. Manley confirmait que le gouvernement allait consacrer environ 280 millions, au cours des six prochains mois, pour mettre en œuvre une série de mesures et de programmes. Jeudi et hier, les ministres Martin Cauchon (Douanes), David Collette (Transports), Elinor Caplan (Immigration) et le Solliciteur général, Lawrence MacCauley, ont débuté la ronde des annonces et détaillé ces nouvelles dispositions.

Voici un résumé des mesures annoncées par le gouvernement pour renforcer la sécurité et lutter contre le terrorisme, depuis les attentats terroristes d'il y a un mois.

Transport aérien et aéroports

- achat de nouvel équipement de détection des bombes dans les aéroports et d'autres technologies de radioscopie qui serviront au contrôle des bagages (60 millions);
- vérification minutieuse des bagages des passagers, augmentation des fouilles manuelles des bagages et interdiction d'apporter plusieurs objets autrefois acceptés;

- renforcement de l'espace aérien par des patrouilles de CF-18 dans le cadre du NORAD;

- obligation de garder verrouillée la porte de la cabine de pilotage de tous les avions;

- déploiement d'inspecteur de la sécurité aéroportuaire et formation accrue des manutentionnaires du fret et des bagages et du personnel des compagnies aériennes (trois millions);

- présence policière accrue et augmentation des vérifications par les équipes canines dans les aéroports.

Postes douaniers

- embauche de 150 nouveaux agents de douanes et de sécurité aux postes frontaliers (12 millions);
- mise en place de diverses technologies permettant aux douaniers de traiter plus rapidement les informations sur un individu et de mieux les relier avec la GRC et les corps de police.

Immigration

- accélération de l'introduction de la carte de résident permanent

- prévue pour juin 2002, carte qui comportera une photo et une bande optique où seront stockés des renseignements nominatifs sur la personne;

- contrôles de sécurité accrues pour tous les demandeurs du statut de réfugié, conformément aux procédures prévues au projet de loi C-11, même s'il n'a pas encore force de loi;

- intensification des mesures de détention et d'expulsion pour les réfugiés, particulièrement dans le cas de criminels et de terroristes;

- embauche d'une centaine de nouveaux employés pour mettre en œuvre les mesures de sécurité aux points d'entrée.

Services de police et de renseignement

- achat de nouvel équipement à l'usage de la GRC aux points d'entrée pour faciliter l'analyse des empreintes digitales et des photographies (huit millions);

- mise sur pied d'équipes intégrées de sécurité nationale et de la police aux frontières, visant à améliorer les activités criminelles

- transfrontalières (neuf millions);

- amélioration des technologies des systèmes d'analyse et d'échange de renseignements (35 millions);

- protection accrue de personnes publiques et de lieux désignés au Canada (cinq millions).

Santé

- achat massif d'antibiotiques et de vaccins pour combattre toute attaque bioterroriste;

- renforcement du réseau de communication et révision des

- plans d'urgence en cas d'attaque biologique.

Financement

- gel des avoirs de tout terroriste ou groupe terroriste identifié sur une liste établie par les autorités policières et obligation des institutions financières d'informer la GRC de la présence de fonds contrôlés par ces personnes.

- Un autre gros morceau de la politique antiterroriste canadienne sera dévoilé lundi, lors du retour des députés aux Communes.

Le colauréat du prix Nobel d'économie critique la politique énergétique américaine

Stiglitz lance un pavé dans la mare

LOUIS-GILLES
FRANCŒUR
LE DEVOIR

Le colauréat du dernier prix Nobel d'économie, le Dr Joseph E. Stiglitz, a lancé hier un pavé sur la politique énergétique américaine en réclamant une stratégie globale d'intervention à très court terme pour neutraliser le réchauffement du climat en raison de ses impacts potentiels à long terme sur l'économie.

Le Dr Stiglitz prenait la parole au cours d'une table ronde scientifique organisée par le Pew Center on Global Climate Change, une fondation créée en 1998 par le Pew Charitable Trust, une des plus importantes fondations américaines dédiées à l'amélioration

de l'environnement.

Malgré les incertitudes qui persistent sur les impacts à long terme du mégaphénomène climatique, quant à leur ampleur et leur nature exacte, le récent Prix Nobel d'économie estime que les gouvernements doivent tous, désormais, mettre en place des mesures, dont le coût-bénéfice se justifie, pour amorcer «immédiatement» («now») une réduction sensible des gaz à effet de serre.

Kyoto

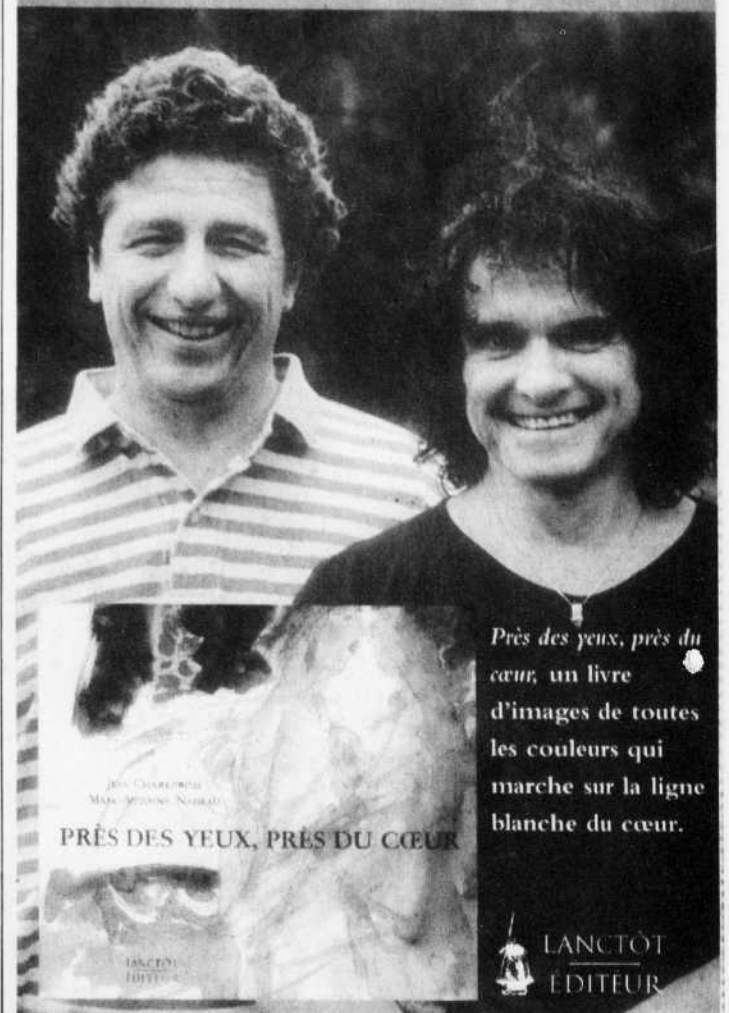
On se rappellera que les États-Unis se sont désengagés du protocole de Kyoto et que la politique énergétique du président George W. Bush table sur des hausses importantes de la consommation d'hydrocarbures.

«Les changements climatiques sont sans aucun doute le problème environnemental le plus important auquel fait face l'humanité», a-t-il déclaré aux quelque 40 invités de cet atelier intitulé «L'Agenda des politiques climatiques».

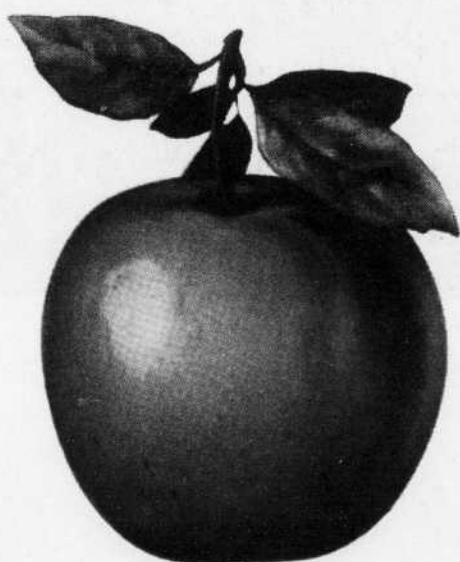
«Il nous faut un cadre politique pour des actions collectives», a ajouté le colauréat du prix Nobel d'économie.

Ce dernier, qui enseigne l'économie à l'université Columbia, est l'un des trois lauréats du prix accordé à ces chercheurs pour leurs travaux sur «l'information asymétrique» sur les marchés. Il avait antérieurement présidé l'équipe des conseillers économiques de la présidence américaine en plus d'avoir occupé le poste d'économiste en chef de la Banque mondiale.

«Un consensus incontournable existe désormais dans le dossier des changements climatiques, a affirmé le Dr Stiglitz, autour du fait qu'ils constituent une menace potentielle majeure quant au bien-être futur de l'humanité. Dit plus simplement, nous favorisons tous les trois un engagement immédiat dans ce dossier. Même si les décideurs doivent trancher dans un contexte où plusieurs incertitudes demeurent, ils peuvent prendre dès maintenant des décisions qui vont réduire cette marge d'incertitude. En particulier, ils peuvent mettre en place des politiques de réduction des émissions, qui vont leur faire découvrir rapidement les coûts réels des réductions qui seront peut-être nécessaires éventuellement.»

Un livre baume
Jean Charlebois • Marc-Antoine Nadeau
PRÈS DES YEUX, PRÈS DU CŒUR

Près des yeux, près du cœur, un livre d'images de toutes les couleurs qui marche sur la ligne blanche du cœur.

LANCOT
ÉDITEURBoni
+1%la première
année pour
les nouveaux
fonds REERLES
OBLIGATIONS
À TAUX
PROGRESSIF
PLACEMENTS
QUÉBEC

Ceci n'est pas une pomme.

C'est le fruit de vos investissements.

Qui sème des Obligations à taux progressif Placements Québec récolte...

La flexibilité : remboursables chaque année à leur date anniversaire sans pénalité.

La progressivité : taux avantageux fixés pour 10 ans.

La tranquillité : garanties sans limites par le gouvernement du Québec.

Année	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Taux annuels (%)	3,50*	3,20	3,90	4,80	5,55	6,40	6,90	7,30	7,60	8,00

* Taux incluant le boni de 1 %
la première année pour les
nouveaux fonds REER.Placements
Québec

NOTRE INTÉRÊT À TOUS

1 800 463-5229
www.placementsqc.gouv.qc.caRégion de Québec,
521-5229Du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h
et les samedis d'octobre et de
novembre, de 10 h à 16 h.

CÉGEP ANDRÉ-LAURENDEAU

un
diplôme aujourd'hui
pour la
VIELE COLLÈGE ANDRÉ-LAURENDEAU
honore ses diplômés du
Baccalauréat International

C'est avec beaucoup de fierté que le Collège André-Laurendeau a célébré à la fin du mois de septembre la diplomation de ses finissantes et de ses finissants au programme du Baccalauréat International. Lors d'une cérémonie qui avait lieu au collège, les nouveaux bacheliers de la génération 1999-2001, réunis avec leurs parents, amis et professeurs, ainsi que des représentants de la direction du collège, ont été honorés à tour de rôle par des professeurs du B.I. Aujourd'hui, ces diplômées et diplômés de la soirée étudient à l'université, entre autres en médecine, en littérature française, en génie chimique, en développement international, en biochimie, en droit, en pharmacie, en psychologie et deux étudiants ont également reçu des bourses du millénaire pour la poursuite de leurs études universitaires.

Sincères félicitations à tous nos lauréats!

Sciences de la nature

Thomas Lazzara, Katerine Hillinger, Julie Tremblay, Mylène Guoin.

Ana Teodorescu, Marc Perras, Catherine Bélanger,

Nancy McDonald, Robert Deschamps,

Marta Kocun, Monika Dysko,

Éric Brunelle, Marc Lanovaz,

Jérôme Paré.

Sciences humaines

Maïté Parr, Victoria Chwalek,

Mélicha Michaud,

Elizaveta Malkhasian,

Annick Charest.

Le Collège André-Laurendeau se classe parmi les meilleurs collèges internationaux en Amérique du Nord: aux examens finaux de mai 2001, le taux de réussite de ses étudiantes et de ses étudiants a été de 100% et leurs résultats sont largement supérieurs à la moyenne mondiale et ce, pour la grande majorité des disciplines. Bravo à nos élèves et à nos professeurs.

école du monde BI

• LA RIPOSTE •



Un homme reçoit une ration de sucre lors d'une distribution d'aide alimentaire dans le camp de réfugiés de Dashti Kola.

Les «humanitaires»
ont-ils le monopole
de l'aide alimentaire?

La polémique fait rage entre
les organisations humanitaires

CHRISTIAN RIOUX
CORRESPONDANT
DU DEVOIR À PARIS

Les organisations humanitaires françaises n'aiment décidément pas le beurre d'arachide. La polémique a éclaté cette semaine parmi les organisations de secours françaises qui sont depuis longtemps parmi les plus actives en Afghanistan.

La cause: l'aide alimentaire parachutée par les militaires américains en même temps que les bombes frappent Kaboul et Kandahar. Des dizaines de milliers de rations composées de haricots, de beurre d'arachide, de confiture et de biscuits ont en effet été larguées sur l'Afghanistan depuis le début des opérations.

«Les bombardements humanitaires ne sont pas acceptables», dit Sylvie Brunel, présidente d'Action contre la faim, une organisation

qui a plus de 500 employés sur place. Ces parachutages ne servent qu'à donner bonne conscience à ceux qui les font. L'action humanitaire digne de ce nom doit être réalisée aux côtés des populations et non lancée à l'aveugle sans qu'on sache qui la recevra.»

Sylvie Brunel souligne de plus que ces rations ne correspondent pas aux besoins d'une population qui manque surtout de blé, d'huile et de sucre.

Médecins sans frontières (MSF) a été la première à dénoncer la «confusion des genres» entre militaire et humanitaire. L'opération relève à ses yeux de la «propagande» et ne poursuit qu'un seul objectif: obtenir l'adhésion de l'«opinion publique internationale» aux bombardements.

Médecins du monde (MDM), qui compte 300 volontaires à Herat

VOIR PAGE SUIVANTE

Produit



de beauté

la Focus LX

2002

- Transmission manuelle 5 vitesses
- Moteur 2 L SPI 4 cyl.
- Antidémarrage SecuriLock^{MC}
- Verrouillage électrique des portes
- Réglage de la hauteur du siège du conducteur*
- Banquette arrière divisée 60/40

199\$^{*}
/mois

Location 48 mois
Mise de fonds de 2 600 \$
Transport inclus

Choisissez la mensualité sur 48 mois qui vous convient le mieux

Mise de fonds ou échange équivalent	Mensualité
2 600 \$	199 \$/mois
1 300 \$	229 \$/mois
0 \$	259 \$/mois

Prix d'achat de 14 970 \$**

exigez recevez

5 ANS
100 000 km
GARANTIE
GROUPE MOTOPROPULSEUR

CONFORT
ET
ESPACE!



le Windstar LX

2002

- Moteur V6 de 3,8 litres — 200 ch
- Transmission automatique
- Système antidémarrage SecuriLock^{MC}
- Climatiseur
- Freins ABS
- Deux portes coulissantes
- Rétroviseurs/glaces et verrouillage des portes à commande électrique

299\$^{*}
/mois

Location 48 mois
Mise de fonds de 3 995 \$
Transport inclus

Choisissez la mensualité sur 48 mois qui vous convient le mieux

Mise de fonds ou échange équivalent	Mensualité
3 995 \$	299 \$/mois
1 995 \$	349 \$/mois
0 \$	389 \$/mois

Prix d'achat de 24 495 \$**

VOS CONCESSIONNAIRES FORD DU QUÉBEC



www.ford.ca



Photos à titre indicatif seulement. *Transport inclus. Dépôt de sécurité (Focus 250 \$, Windstar 350 \$), mise de fonds et première mensualité exigés. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers en sus. Des frais de 0,08 \$ du kilomètre après 80 000 kilomètres et d'autres conditions s'appliquent. Sous réserve de l'approbation du crédit. **Transport (740 \$ Focus, 965 \$ Windstar) et taxes applicables en sus. Ces offres ne peuvent être combinées avec aucune autre offre, exception faite de la remise aux diplômés. La garantie du groupe motopropulseur est de 5 ans ou 100 000 km (au premier terme atteint). Voyez votre concessionnaire pour obtenir tous les détails.

• LA RIPOSTE •

HUMANITAIRES

De l'aide humanitaire ou une opération de propagande?

SUITE DE LA PAGE PRÉCÉDENTE

Médecins sans frontières (MSF) a été la première à dénoncer la «confusion des genres» entre militaire et humanitaire. L'opération relève à ses yeux de la «propagande» et ne poursuit qu'un seul objectif: obtenir l'adhésion de l'«opinion publique internationale» aux bombardements.

Médecins du monde (MDM), qui compte 300 volontaires à Herat et à Kaboul, a aussi dénoncé l'action américaine. «C'est pénalisant car on mélange tout», a déclaré son président, Claude Moncorgé.

«Cette opération est avant tout destinée à l'opinion publique américaine, a déclaré au quotidien La Tribune un des fondateurs de Médecins sans frontières, Rony Brauman. Ce qui est largué est insignifiant. Et l'expérience nous apprend que les caisses arrivent crevées, dispersées dans des zones inaccessibles. C'est purement cosmétique.»

Mais si on comprend l'amertume des bénévoles, leur opinion est loin de faire l'unanimité.

«L'aide humanitaire n'est pas une exclusivité», répond le président de la Croix-Rouge française, Marc Gentilini. Ces parachutages sont un signe. Les Américains ont voulu dire qu'ils ne faisaient pas la guerre au peuple. Plus l'action humanitaire sera partagée, mieux ce sera. Aujourd'hui, tout le monde fait de l'humanitaire: les ONG, les industries, les gouvernements, les militaires. Et c'est tant mieux. Ce serait leur faire injure que de leur dire qu'ils n'en sont pas dignes.»

La Croix-Rouge française prépare d'ailleurs un vaste projet d'acheminement d'eau potable en Afghanistan en collaboration avec la multinationale Vivendi.

Le ministre Bernard Kouchner, fondateur de Médecin sans frontières et de Médecins du monde, n'est pas de l'avis de ses succes-

seurs, qu'il n'hésite pas à traiter de «conservateurs». L'aide humanitaire est «en évolution permanente», dit le ministre délégué à la Santé, et elle ne devrait pas devenir «hégémonique». «Pas de propriété des malheurs d'autrui!»

Ce n'est pas l'opinion du président de la Croix-Rouge française, Jacques Hintzy, pour qui «l'humanitaire est un métier. C'est aux "humanitaires" qu'il faut s'adresser pour acheminer l'aide alimentaire.»

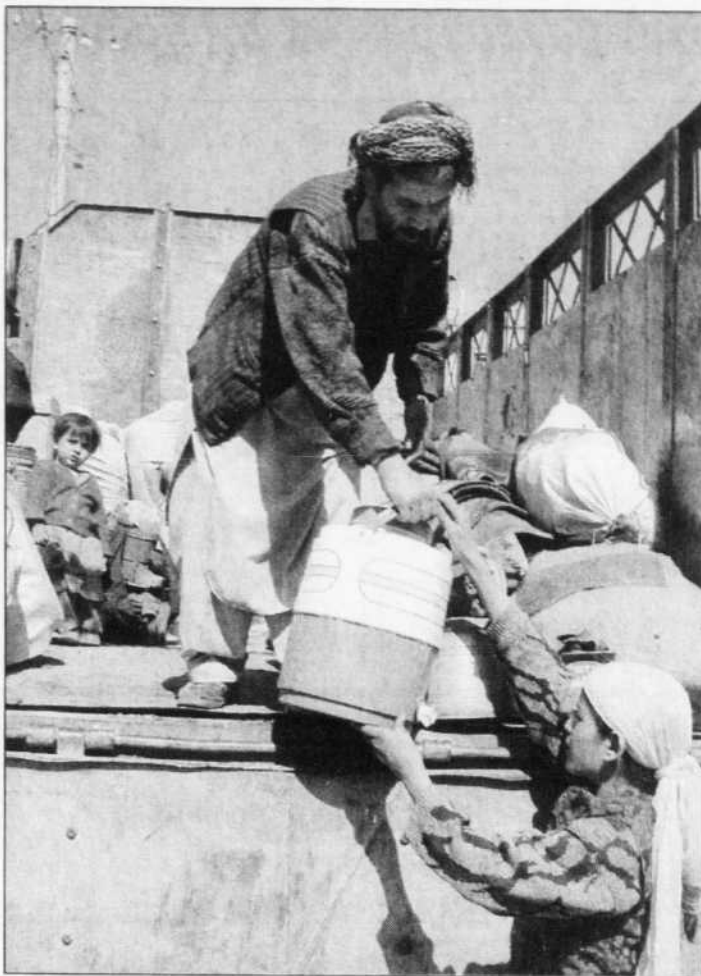
Il est quand même étonnant, ironise Marc Gentilini, que les responsables des organisations humanitaires aient «plus protesté contre les largages de vivres que contre les largages de bombes!»

Certains s'inquiètent tout particulièrement des risques engendrés par ces parachutages au hasard, dans un des pays les plus minés du monde. On craint de plus que l'aide alimentaire soit discréditée et la neutralité des ONG remise en question. Surtout que les islamistes assimilent régulièrement les organisations humanitaires occidentales à la politique américaine.

Heureusement, tout le monde s'entend pour dire que l'aide à moyen et long terme devra passer par les canaux habituels. La polémique n'empêche pas les organisations françaises de travailler ensemble. Cette semaine, Action contre la faim, l'UNICEF et la Croix-Rouge française annonçaient une collecte de fonds commune.

Toutes exigent l'ouverture des frontières actuellement fermées avec le Pakistan et l'Iran. Le Haut-Commissariat prévoit que, dans le pire des cas, la guerre pourrait jeter sur les routes environ un million et demi de réfugiés. Mais il n'y a pas que les réfugiés, car les plus pauvres et les plus démunis resteront dans les villages. Quelque 7,5 millions de personnes seraient déjà dans le besoin.

Même si 70 hauts responsables



Un homme, aidé de son fils, remplit son camion avec des vivres et quelques biens avant de fuir Kaboul.

des organisations humanitaires ont été expulsés d'Afghanistan, le travail des ONG se poursuit sur le terrain. L'UNICEF a déjà affrété sept avions cargo. Les camions entrent librement dans le pays afin de constituer des réserves avant l'hiver. Un convoi de 4000 ânes parti de Peshawar, au Pakistan, est notamment arrivé la semaine dernière à Faizabad, au

nord de l'Afghanistan. En réalité, l'irritation des organisations humanitaires tient aussi au fait que les secours s'organisent actuellement essentiellement sous l'égide des États-Unis et de l'ONU. Le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR), en particulier, s'apprête à jouer le rôle essentiel, limitant l'espace réservé aux ONG, souvent confinées aux frontières.

Modèle 2002
P.D.S.F. 21 700 \$*

Modèle 2002
P.D.S.F. 24 000 \$*

L'Acura 1.7EL 2002

Incluant : nouveau moteur 1,7 litre VTEC • freins à disque aux 4 roues avec ABS • climatiseur • groupe électrique • radio AM/FM avec lecteur CD • roues en alliage et tellement plus...

L'Acura RSX 2002

Incluant : moteur 2,0 litres i-VTEC de 160 chevaux • freins à disque aux 4 roues • roues de 15 po • groupe électrique • climatiseur automatique • radio AM/FM avec lecteur CD • système d'entrée sans clé et tellement plus...

Pensez puissance.
Pensez confort.
Pensez économie.

ACURA vos concessionnaires fiables



*P.D.S.F. de 21 700 \$ pour l'Acura 1.7EL (modèle ES3562E) et de 24 000 \$ pour l'Acura RSX (modèle DC5362PB) 2002 neuves. Transport et préparation (900 \$ pour la 1.7EL et pour la RSX), taxes, immatriculation et assurance en sus. Le prix de vente des concessionnaires peut être inférieur. Garantie Acura limitée de 5 ans/100 000 km. Les modèles offerts peuvent différer des photographies. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. Les deux premiers services d'entretien sont compris. Assistance routière 24 heures Acura.

ACURA GABRIEL
4648, boul. Saint-Jean, Dollard-des-Ormeaux
(514) 696-7777

ACURA BROSSARD
9100, boul. Taschereau O., Brossard
(450) 659-1616

ACURA PLUS
255, boul. de la Seigneurie, Blainville
(450) 435-4455

LUCIANS ACURA
4040, rue Jean-Talon O., Montréal
(514) 340-1344

ACURA DE LAVAL
2500, boul. Chomedey, Laval
(450) 682-4050

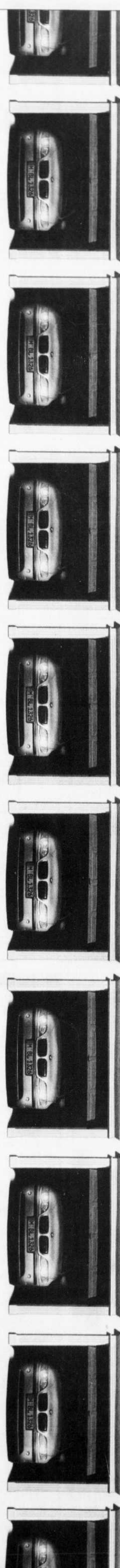
GALERIES ACURA
7100, boul. Métropolitain E., Anjou
(514) 354-8811



Tirage de 50 BMW 325i* au total. Du 13 au 27 octobre 2001.
*Voir le règlement du tirage des lots bonis chez votre détaillant Loto-Québec.



18 ans +



En plus du gros lot de 5 000 000 \$, 10 BMW* en lots bonis au prochain tirage.

LA RIPOSTE

L'effort de guerre du Canada

La contribution de la marine sera importante

Cinq navires participeront à l'opération Apollo

VALÉRIE DUFOUR
LE DEVOIR

La marine sera au cœur de l'intervention militaire canadienne dans les prochaines semaines au Moyen-Orient. Parmi les 2000 militaires que le pays enverra à l'étranger, quelque 1500 sont des marins ou des membres de l'aviation en service sur un navire. *Le Devoir* vous propose d'examiner de plus près les bâtiments qui se rendront dans la zone de conflit.

En tout, la marine dispose de 30 navires divisés en deux flottes: celle de l'Atlantique et celle du Pacifique. La flotte se compose de 12 frégates, quatre destroyers, quatre sous-marins, deux navires ravitailleurs et 12 navires de défense côtière. Cet élément des Forces armées canadiennes compte 13 000 membres, qui occupent des postes à temps plein ou à temps partiel.

Cinq bâtiments participeront directement à l'opération Apollo: les frégates de patrouille Halifax, Charlottetown et Vancouver, le destroyer porte-hélicoptères Iroquois et le pétrolier-ravitailleur Preserver. Le Navire canadien de Sa Majesté (NCSM) Halifax est présentement en route vers le golfe Persique avec à son bord 230 membres d'équipage. Les autres navires canadiens — à l'exception du Vancouver qui partira d'Esquimalt et fera partie d'un groupe aéronaval américain — se joindront au Halifax d'ici quelques jours.

Les frégates de classe 300 sont les bateaux les plus modernes de la marine canadienne avec les navires de défense côtière (NDC). Mises en service entre 1992 et 1996, les 12

frégates ont coûté 9,3 milliards de dollars et nécessitent plusieurs ajustements avant de devenir opérationnelles. Quoi qu'il en soit, ces navires sont polyvalents, silencieux et rapides. Ils sont équipés de systèmes de communication, de commande des machines, d'armement, d'outils de détection et d'un système de propulsion moderne.

Ce type de bateau est long de 134,1 mètres et pèse 4770 tonnes lorsque chargé à pleine capacité. Il peut aller jusqu'à 35 nœuds, soit 65 km/h. Les frégates ont à leur bord un hélicoptère Sea King. Son arsenal va comme suit: huit missiles Harpoon (pour atteindre des navires à distance), 16 missiles Sea Sparrow (pour atteindre des avions à distance), un canon à tir rapide Bofors de 57 mm et un système de défense rapproché comprenant un Phalanx 20 mm pour se protéger contre les missiles à trajectoire rasante). Le navire a également huit mitrailleuses de 12,7 mm et 24 torpilles anti-sous-marins autoguidées.

Le NCSM Iroquois est un destroyer conçu au départ pour la lutte anti-sous-marine. Long de 129,8 m et lourd de 5100 tonnes, il porte à son bord un équipage de 280 marins. Les destroyers de la classe 280 ont été lancés en 1970 et 1971. Ils ont cependant été modernisés à la fin des années 90 pour devenir des navires de commandement et de contrôle. Dans toute opération navale, il y a un bateau qui agit comme tête dirigeante du groupe de navires.

L'Iroquois est équipé, entre autres, de missiles anti-aériens, de torpilles, d'un canon à tir rapide 76 mm, des sonars de coque, d'un système Phalanx 20 mm, d'appareils



Le Halifax

de brouillage électronique et de leurres pour éviter d'être atteints par des projectiles ennemis. Il trans-



L'Iroquois

porte également à son bord deux hélicoptères porte-torpilles. Plus imposant, le NCSM Preser-



Le Vancouver

ver à la tâche de ravitailler les groupes opérationnels en vivres, en munitions, en carburant, en pièces

de rechange, etc. En mer, il peut approvisionner deux bateaux simultanément. Ceux-ci viennent se brancher en parallèle au bâtiment. Quelque 365 militaires forment l'équipage du ravitailleur.

Long de 171,9 mètres et lourd de 24 700 tonnes, le Preserver et son frère jumeau le Protector ont été mis en service en 1968 et 1969. Chaque bateau peut embarquer des véhicules militaires, des chalands de débarquement et jusqu'à trois hélicoptères. Ce navire dispose d'un arsenal limité pour se défendre puisqu'il est normalement protégé par d'autres bateaux mieux équipés.

CARRIÈRES ET PROFESSIONS

Appel de candidatures

Poste de professeur, professeure en relations industrielles (Deuxième affichage)

Le Département des relations industrielles de l'Université Laval est à la recherche d'un professeur ou d'une professeure pouvant dispenser des enseignements aux premier, deuxième et troisième cycles, faire de la recherche, publier des ouvrages scientifiques et diriger des thèses de maîtrise et de doctorat dans le domaine suivant:

- Gestion des ressources humaines

Les personnes intéressées doivent également participer aux autres activités académiques et administratives du département.

Qualifications requises

- Détenir un doctorat en administration (gestion des ressources humaines), en relations industrielles ou dans une discipline connexe. Une très bonne connaissance des méthodes de recherche serait un atout supplémentaire.
- Le Département des relations industrielles considérera avec grand intérêt la candidature de toute personne en voie d'obtention du statut d'immigrante ou d'immigrant.

Date d'entrée en fonction: 1^{er} juin 2002

Traitement: Selon la convention collective.

Faites parvenir votre curriculum vitae avant le 21 décembre 2001 à:

Gilles Laflamme, directeur
Département des relations industrielles
Pavillon J.-A.-DeSève
Université Laval, Cité universitaire
(Québec) G1K 7P4 Canada

L'Université Laval applique un programme d'accès à l'égalité qui concerne la moitié des postes vacants à l'engagement des femmes.

En accord avec les exigences du ministre de l'Immigration du Canada, cette offre est destinée en priorité aux citoyens et citoyens canadiens et aux résidents et résidentes permanents du Canada.

UNIVERSITÉ LAVAL
Aujourd'hui Québec, demain le monde.

www.ulaval.ca

Professeurs réguliers en GÉOGRAPHIE HUMAINE ET EN SCIENCE POLITIQUE

Le Département de travail social de l'Université du Québec à Hull est à la recherche de deux (2) professeurs réguliers, plus particulièrement un (1) en géographie humaine et un (1) en science politique.

Le candidat recherché en géographie humaine doit posséder des connaissances approfondies en aménagement du territoire et en géographie économique régionale ou en tourisme. Le candidat recherché en science politique doit posséder des connaissances approfondies en théories et idées politiques et en politique municipale (ou régionale) ou en développement international. Les candidats doivent également avoir une bonne connaissance, dans leur champ de compétence, du Québec et de ses régions.

Les candidats recherchés doivent être titulaires d'un doctorat ou l'équivalent dans le domaine concerné (géographie ou science politique) ou dans un domaine connexe (les candidatures de personnes en fin de rédaction de thèse pourront être considérées). Ils doivent faire preuve d'un excellent potentiel de recherche et d'enseignement universitaires, posséder des aptitudes à l'encadrement d'étudiants et être disposés à offrir des services à la collectivité. Ils doivent également faire preuve d'une bonne connaissance de la langue française orale et écrite.

Traitement: Selon les qualifications et l'expérience

Lieu de travail: Hull

Date d'entrée en fonction: 1^{er} janvier 2002 (ou selon toute entente à cet effet avec l'Université)

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur candidature accompagnée d'un curriculum vitae détaillé et des attestations d'études pertinentes, avant 16h30 le 9 novembre 2001, à l'attention de Monsieur Luc Lacroix, directeur du Département de travail social, Université du Québec à Hull, case postale 1250, succursale B, Hull (Québec) J8X 3X7.
Courriel: luc.lacroix@uqah.quebec.ca
Téléphone: (819) 595-2249
Télécopieur: (819) 595-2384

Note: Les dossiers de candidature ou les documents transmis par courrier électronique ou par télécopieur ne seront pas acceptés.

Conformément aux exigences relatives à l'immigration au Canada, ces postes sont offerts aux citoyens canadiens et aux résidents permanents. Ils sont également accessibles aux femmes et aux hommes. Le genre masculin est utilisé par souci d'allègement du texte. On doit l'interpréter dans son sens générique.



Appel de candidature

Professeur, Professeure Département d'anthropologie

Concours du programme stratégique du Fonds FCAR 2001-2002.

Domaines de recherche et d'enseignement: études autochtones, pratiques symboliques.

Date limite de réception de lettres d'intention: 31 octobre 2001

Pour information: <http://www.ant.ulaval.ca>

En vertu de son programme d'accès à l'égalité, l'Université Laval entend consacrer le moitié de ses postes vacants à l'engagement des femmes.

En accord avec les exigences du ministre de l'Immigration du Canada, cette offre est destinée en priorité aux citoyens et citoyens canadiens et aux résidents et résidentes permanents du Canada.

UNIVERSITÉ LAVAL
Aujourd'hui Québec, demain le monde.

www.ulaval.ca

Carrières & Professions



RENSEIGNEMENTS :
Christiane LEGAULT :
514.985.3316
clegault@ledevoir.com

PROFESSEUR-ES RÉGULIER-ÈRES

ÉCOLE DES SCIENCES DE LA GESTION

DÉPARTEMENT DES SCIENCES COMPTABLES
PROFESSEUR-E RÉGULIER-ÈRE EN CERTIFICATION ET SYSTÈMES D'INFORMATION

SOMMAIRE DE LA FONCTION :

- Enseignement et encadrement aux trois cycles d'études
- Recherche dans le domaine
- Services à la collectivité

EXIGENCES :

- Doctorat en sciences comptables ou dans une discipline connexe, ou en voie d'obtention
- Aptitudes pour l'enseignement de la certification et des systèmes d'information aux trois cycles
- Aptitudes pour la recherche en sciences comptables
- Expérience et titre professionnel
- Maîtrise du français parlé et écrit

Date d'entrée en fonction : 1^{er} juin 2002

Traitement : Selon la convention collective SPUQ-UQAM

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir un curriculum vitae détaillé, daté et signé, en français, ainsi que trois lettres de recommandation (envoyées directement par les répondants), avant le 26 octobre 2001, 17 h, à Monsieur Yvon Fauvel, administrateur délégué, Département des sciences comptables, Université du Québec à Montréal, C.P. 8888, succursale Centre-ville, Montréal (Québec) H3C 3P8. Téléphone: (514) 987-3000, poste 4207#; télécopieur: (514) 987-6629; Internet: <http://www.rhu.uqam.ca/aprofs>

L'UQAM, par sa « Politique institutionnelle de recrutement de nouvelles ressources professorales », recherche les ressources humaines les plus qualifiées afin de s'assurer un développement de qualité dans tous les domaines d'activité, tout en assurant le renouvellement et le rajeunissement de son corps professoral.

L'Université a adopté un programme d'accès à l'égalité en emploi et un programme d'équité en emploi pour les femmes, les membres des minorités visibles, les autochtones et les personnes handicapées. Le choix de la personne et l'engagement devront se faire dans le respect des lois en matière d'immigration.

UQAM
L'avenir est ici

ÉCOLE DE DESIGN

PROFESSEUR-E RÉGULIER-ÈRE EN HISTOIRE ET THÉORIE DE L'ARCHITECTURE MODERNE

SOMMAIRE DE LA FONCTION :

- Enseignement et encadrement aux deux cycles d'études
- Recherche dans le domaine
- Services à la collectivité

CHAMPS DE SPÉCIALISATION :

- Histoire et théorie de l'architecture moderne
- Enseignement du projet
- Continuation du développement des études supérieures
- Développement du champ de l'architecture et des relations internationales

EXIGENCES :

- Doctorat dans le domaine
- Expérience de recherche et d'enseignement universitaire
- Maîtrise du français parlé et écrit

Date d'entrée en fonction : 1^{er} janvier 2002

Traitement : Selon la convention collective SPUQ-UQAM

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir un curriculum vitae détaillé, daté et signé, en français, ainsi que trois lettres de recommandation, avant le 26 octobre 2001, 17 h, à Monsieur Jean-Pierre Hardenne, directeur, École de design, Université du Québec à Montréal, C.P. 8888, succursale Centre-ville, Montréal (Québec) H3C 3P8. Téléphone: (514) 987-3000, poste 3917#; télécopieur: (514) 987-7717; Internet: <http://www.rhu.uqam.ca/aprofs>

Concours numéro C2001-240-03-01

Le Collège Montmorency sollicite des candidatures pour combler le poste de :

Directeur ou de Directrice des services Administratifs

Sous l'autorité de la Direction générale, le directeur ou la directrice des services administratifs exerce la responsabilité et l'exercice des fonctions de gestion (planification, organisation, direction, contrôle et évaluation) de l'ensemble des programmes, des activités et des ressources ayant trait à la gestion des ressources financières et matérielles.

Le Directeur ou la Directrice définit les plans de travail annuel des ressources matérielles et des ressources financières, en gère la réalisation en fonction de la Mission et du Plan de développement du Collège, prévoit les ressources humaines requises, procède à la sélection du personnel conformément aux règles en vigueur. Le Directeur ou la Directrice établit les prévisions budgétaires des ressources matérielles et des ressources financières et les présente à la Direction générale pour approbation. Il ou elle administre les budgets, questionne les écarts et prend les mesures correctives.

Le Directeur ou la Directrice analyse le régime budgétaire et financier des CEGEPS et avise la Direction générale des incidences pour le Collège et ses activités.

Le Directeur ou la Directrice participe au Comité de la Mission et du Plan de développement du Collège, dirige les travaux du comité du Plan directeur et du comité MAO, agit comme officier du Collège ou Comité exécutif et au Conseil d'administration. Il ou elle représente le Collège auprès de certains organismes externes, représente le service des ressources matérielles ou des ressources financières ou la Direction du Collège sur différents comités internes.

Le Directeur ou la Directrice assiste la Direction générale et procède dans tous les aspects du processus budgétaire, du contrôle financier et de la gestion des biens du Collège. Il ou elle négocie, avec la Direction générale et avec la collaboration des services concernés, tous les contrats ayant des incidences financières importantes pour le Collège, par exemple les contrats de location de locaux, les contrats des divers concessionnaires, les contrats de services et autres.

Qualifications requises:

- Diplôme universitaire terminal de 1^{er} cycle dans un champs de spécialisation approprié;
- Huit (8) années d'expériences pertinentes dont préférentiellement cinq (5) dans un emploi de cadre;
- Habileté au travail d'équipe et leadership d'entraînement;
- Bonne connaissance du milieu collégial;
- Excellente communication écrite et orale;
- Capacité d'utiliser des outils informatiques;

Le traitement:

La rémunération et les conditions de travail sont celles prévues par le règlement déterminant certaines conditions de travail des cadres des collèges d'enseignement général et professionnel.

Toute personne intéressée à ce poste, doit faire parvenir son curriculum vitae au plus tard le 23 octobre 2001, 17h00 à:

Collège Montmorency
Direction des ressources humaines
475, boul. de l'Avenir
LAVAL, Québec H7N 5H9
candidatures@cmontmorency.qc.ca
Télécopieur: 450-975-6115



• LA RIPOSTE •

La Fraternité ben Laden

L'homme le plus recherché de la planète aurait échangé de l'information avec l'Irak sur les armes chimiques et biologiques, selon Roland Jacquard

CAROLINE MONTPETIT
LE DEVOIR

La Fraternité Oussama ben Laden aurait établi, au cours des dernières années, des contacts officieux avec l'Irak, et c'est le frère du chef des services de renseignements irakiens, le colonel Khairallah al-Takriti, qui aurait été nommé alors «officier traitant de cette relation».

C'est ce qu'avance le président de l'Observatoire international du terrorisme, Roland Jacquard, dans son livre intitulé *Au nom d'Oussama ben Laden*, publié chez Jean Picollec. Jacquard affirme également que, selon des sources arabes, «ben Laden est en contact discret, depuis septembre 2000, avec des hommes d'Oudai Hussein, autre fils de Saddam: le terrain d'entente est le combat anti-israélien et anti-américain. Ben Laden et les Irakiens auraient échangé des informations sur les armes chimiques et biologiques malgré l'opposition de certains dirigeants de Bagdad, tel Tarek Aziz». Ces contacts auraient été établis, selon Jacquard, en prévision d'un possible «revirement de Kaboul».

Le livre de Roland Jacquard, terminé juste avant les événements du 11 septembre et réédité depuis pour répondre à la demande, n'est pas rassurant quant aux moyens et à l'étendue du réseau des terroristes se réclamant de ben Laden dans le monde. Son ton alarmiste prend tout son sens aujourd'hui, un mois après les attentats de New York et Washington, le 11 septembre.

Les fondamentalistes ont de vastes ambitions, avait constaté Jacquard, «leurs prochaines cibles pourraient être des villes ou des pays entiers». Le réseau de l'organisation terroriste, présentée comme étant La Fraternité ben Laden, ne manque pas d'argent. Et les candidats se bousculent dans les camps d'entraînement de ses kamikazes,

selon le témoignage d'un stagiaire qui aurait survécu à cet entraînement dans un camp du Liban.

«Le même témoin explique qu'à chaque session d'entraînement, les instructeurs sacrifiaient volontairement un stagiaire qui s'écrasait en voiture contre un mur à cinquante kilomètres à l'heure, avec une ceinture d'explosifs autour du corps. Loin de rebuter les autres "fous de Dieu", l'abominable vision de la mort de leur compagnon leur donnait l'énergie du désespoir», écrit Jacquard.

Un politicien plutôt qu'un guide spirituel

Au sujet de ben Laden lui-même, Jacquard énumère les faits et gestes depuis sa jeunesse, son premier combat en Afghanistan jusqu'à son retour dans ce pays au cours des dernières années. L'homme qu'il décrit est un esprit plus politique que religieux, d'un pragmatisme rompant avec la tradition islamique. Ses objectifs et ses causes sont concrets.

«Comparé à ces différentes figures emblématiques de la cause islamiste contemporaine, Oussama ben Laden n'est certainement pas un guide spirituel, il n'en a pas la compétence religieuse et il ne revendique d'ailleurs pas ce titre. Mais à son corps défendant, à cause de son image de martyr des Américains et à cause de sa cavale permanente, il est pourtant devenu un de ces chefs islamiques qui mobilisent toute l'ardeur des militants du monde entier. Son influence s'inscrit dans un contexte différent. De toutes les personnalités du monde islamique actuel, il est sans doute la plus pragmatique et la plus politique.»

Les quelques déclarations de ben Laden citées dans cet ouvrage sont catastrophantes. Le terroriste le plus recherché du monde a par exemple eu les propos suivants:

«Acquérir les armes pour la défense des musulmans est un devoir. S'il est vrai que j'ai acquis des

armes [chimiques ou nucléaires], j'en remercie Dieu qui me l'a permis. Et si je cherche à me procurer de telles armes, c'est un devoir. Ce serait un péché pour les musulmans de ne pas essayer de posséder les armes qui pourraient empêcher les Infidèles de faire du mal aux musulmans», a dit l'ex-Saoudien.

Au nom d'Oussama ben Laden compte d'ailleurs un chapitre entier sur les «nouvelles armes du djihad», panoplie dont on n'exclut pas le nucléaire, dont les détails donnent des frissons dans le dos.

Ainsi, Jacquard écrit que «selon des transfuges et des repentis afghans et égyptiens, Oussama ben Laden posséderait déjà plusieurs bombes nucléaires "rudimentaires", conditionnées dans des valises protégées par un code secret. Vérité ou intoxication? Mais, en toute logique, comme pour la plupart des armes nucléaires, la mise à feu exige plusieurs niveaux d'autorisation et rien ne prouve que les terroristes disposent de toutes les clés». Quant aux talibans, ils posséderaient pour leur part de la «matière fissile».

Mais les fondamentalistes seraient encore plus susceptibles d'utiliser des armes bactériologiques, dans le cadre d'une «guerre apocalyptique du pauvre», comme la désigne Jacquard. En effet, alors qu'il en coûterait 800 \$ par kilomètre carré pour mener une action militaire aux ogives nucléaires, ces frais descendent à un dollar par kilomètre carré quand on mène la même guerre avec des armes biologiques.

Le bioterrorisme

Au chapitre de ces armes, donc, c'est à l'anthrax, dont on entend beaucoup parler ces derniers jours, puisque quatre cas d'intoxication ont été détectés aux États-Unis, que Jacquard pense en premier. Les Irakiens auraient sérieusement envisagé de se servir de cette arme contre les Américains

au cours de la guerre du Golfe. Jacquard parle aussi de la toxine botulique, un agent «ancien et bien connu des scientifiques», de la *salmonella typhi*, agent bactériologique, du «gaz moutarde», qui était déjà utilisé durant la guerre de 1914-1918, ou des gaz VX, dix fois plus toxiques que le sarin.

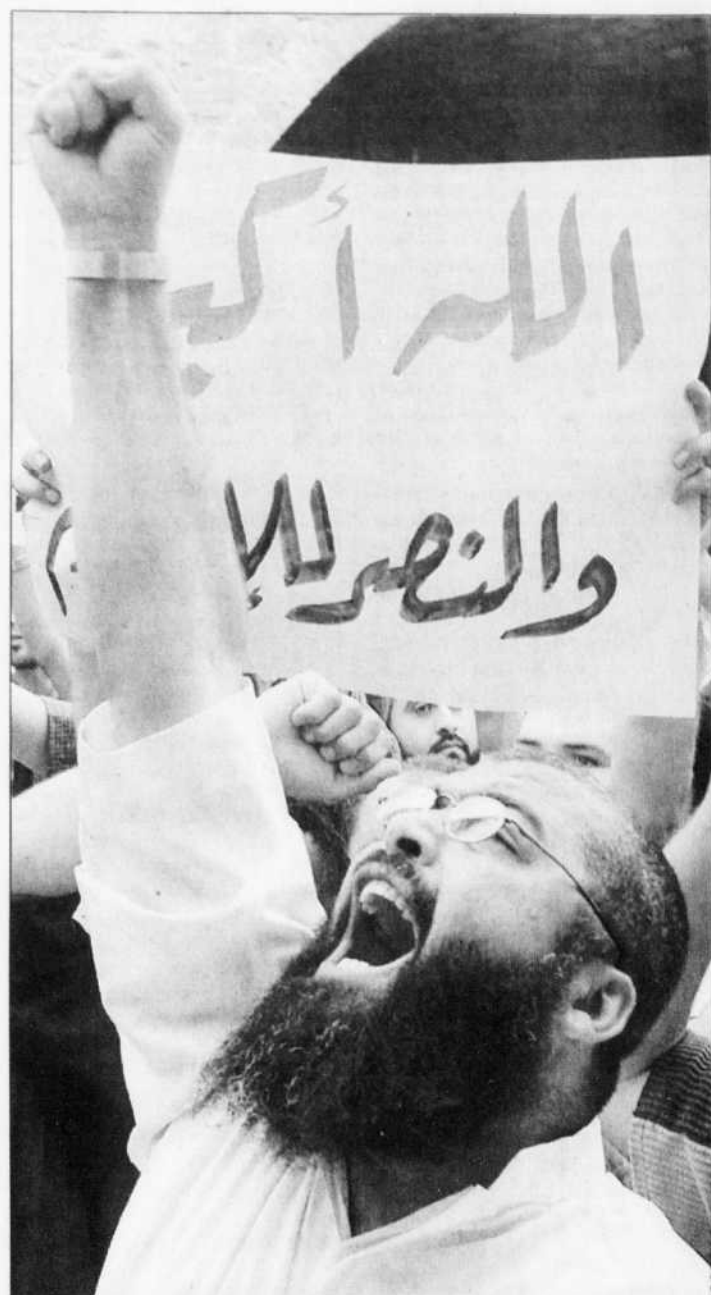
Quant au réseau de la Fraternité ben Laden, il est décrit, dans le livre de Jacquard, comme ayant des ramifications partout dans le monde. Des pays à forte concentration musulmane, comme l'Indonésie, sans s'impliquer en tant qu'Etat dans les conflits, pourraient servir de «gigantesque centre de recrutement pour les islamistes fondamentalistes toujours à la recherche de petites mains pour organiser des attentats ou convoier de la drogue». L'auteur croit qu'Oussama ben Laden a comme ambition de réunir des musulmans d'allégeances chiite et sunnite.

Les ramifications de la Fraternité sont sans fin, on mentionne son rôle auprès des Kosovars, au cours de la guerre des Balkans, ses liens prononcés avec le Pakistan, et on n'exclut pas que de riches Saoudiens, désirant secrètement réformer le régime, complètent la filière ben Laden. Ben Laden aurait d'ailleurs gardé des contacts avec sa mère et l'un de ses frères, les deux l'ayant récemment (avant le 11 septembre) incité à se rendre.

Autrement, Oussama ben Laden, le fils du riche cheikh Mohammed ben Oud Laden, qui était très proche du roi Fahd, est aussi présenté dans ce livre comme étant «dans l'impasse, contraint à la guerre à outrance». Cela, c'est s'il est encore en vie.

AU NOM
D'OUSSAMA BEN LADEN

Roland Jacquard
Jean Picollec
Paris, 2001, 400 pages



Un homme scandant des slogans antiaméricains au cours d'une manifestation à Tripoli.



OGILVY

1307, RUE STE-CATHERINE O, angle de la Montagne

30%

sur marchandise sélectionnée

JONES NEW YORK
Tailles 4 à 16, Boutique au 2e
842-7711, ext. 238

JONES NEW YORK - TAILLE FORTE
Tailles 14W à 24W, Boutique au 4e
842-7711, ext. 342

JONES NEW YORK - PETITES
Tailles 2P à 14P, Boutique au 2e
842-7711, ext. 238

JONES NEW YORK

LA RIPOSTE

Le Canadien tué au Koweït s'était converti à l'islam

Koweït (AFP) — Le Canadien assassiné mercredi soir à Koweït, par un inconnu qui a également grièvement blessé sa femme, s'était converti à l'islam en février dernier, a annoncé hier une source au sein des services de sécurité.

«Nous avons retrouvé des documents officiels confirmant que Luc Ethier était un musulman, après s'être converti le 17 février 2001», a déclaré un haut responsable de la sécurité sous couvert de l'anonymat.

Selon lui, les services de sécurité n'excluent toujours pas un acte terroriste en relation avec les frappes américaines en Afghanistan. «Le fait que le meurtrier ait crié "Allah Akbar" [Dieu est grand] à trois reprises après avoir tiré est un indice que le meurtre était beaucoup plus qu'un simple acte criminel. Mais il est encore tôt pour le dire», a ajouté le responsable.

Luc Ethier, 36 ans, est mort sur le coup. Son agresseur portait un pantalon et une chemise, mais aussi une «ghoutra», couvre-chef traditionnel. La première des trois balles tirées sur lui l'a touché au cœur. «Nous avons interrogé plusieurs personnes, dont des Koweïtiens, mais elles ont été toutes relâchées. Nous n'avons plus de suspects en détention», a-t-on indiqué de même source.

Pas de souvenir

La femme du Canadien, une Philippine, hospitalisée en soins intensifs après avoir été touchée par trois balles, s'était également convertie à l'islam et avait choisi le prénom de Sara, selon la même source.

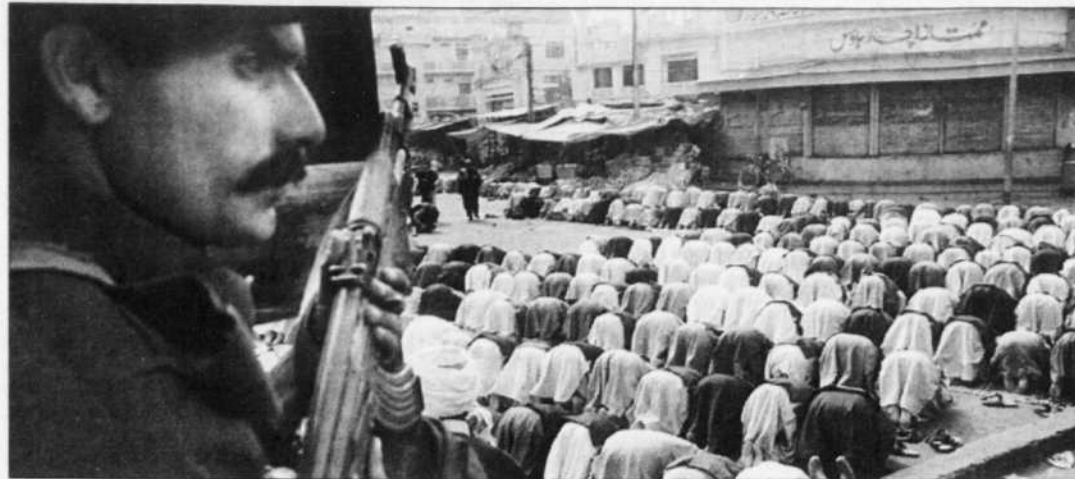
Elle a indiqué à la police avoir aperçu le visage du meurtrier «mais être incapable de s'en souvenir», a indiqué la source. «Toutes les informations en notre possession révèlent qu'Ethier n'avait pas d'ennemis», a affirmé le même responsable, ajoutant: «Ses amis nous ont dit qu'il était un musulman pratiquant qui se rendait avec eux à la mosquée pour y prier et lire le Coran.»

Jeudi, le ministre canadien des Affaires étrangères, John Manley, avait refusé, faute de preuves, de lier le meurtre à un acte terroriste.

Luc Ethier, un civil, était employé par la compagnie américaine Dyncorp, spécialisée dans les contrats de défense, à la base aérienne koweïtienne Ahmed al-Jaber.

Des avions américains sont stationnés sur cette base, d'où ils s'envolent, avec des appareils britanniques, pour patrouiller une zone d'exclusion aérienne établie après la guerre du Golfe en 1991.

Sous surveillance



JERRY LAMPEN REUTERS

UN POLICIER pakistanais montait la garde hier à la mosquée principale de Quetta, où les fidèles musulmans faisaient leur prière du vendredi.

EN BREF

Un graffiti perturbe un vol Air France

(AFP) — Un graffiti «Vive ben Laden!» découvert à l'intérieur de la soute d'un avion affrété par Air France et faisant mardi la liaison Lyon-Londres a conduit le commandant de bord à revenir se poser sur l'aéroport lyonnais, a-t-on appris hier auprès des autorités aéroportuaires. L'appareil a alors été fouillé et les passagers ont également dû se soumettre à un contrôle avant que leur appareil, un BA 146 de la compagnie British European, ne puisse redécoller. C'est un membre du personnel qui avait vu le graffiti et alerté les responsables de la sécurité. L'enquête est remontée à l'auteur du graffiti, un employé au sol, qui a été mis à pied.

Libération d'un Mauritanien

(AFP) — Un Mauritanien, Mouhamedou Ould Slahi, soupçonné d'être lié au réseau terroriste d'Oussama ben Laden, a été libéré hier après deux semaines de détention par la police, a-t-on appris de source policière. M. Slahi, 31 ans, ingénieur des télécommunications, qui a vécu plusieurs années en Allemagne avant d'émigrer au Canada, était détenu «à titre préventif», selon la police, qui n'a donné aucune explication sur les raisons de sa libération. Le Mauritanien avait déjà été interpellé en janvier 2000 pour une participation présumée à un projet d'attentat programmé pour décembre 1999 aux États-Unis. Il avait été arrêté à Dakar et extradé en Mauritanie,

où il avait été entendu pendant près d'un mois puis relâché, sans qu'aucune accusation ne soit retenue contre lui. Deux Algériens, Ahmed Ressaym et Mokhtar Haouari, liés selon le FBI au réseau ben Laden et cités dans la même affaire, avaient été reconnus coupables par la justice américaine d'avoir participé à ces préparatifs d'attentat, mais M. Slahi avait été mis hors de cause.

L'opposition irakienne veut des frappes

(AFP) — Le Congrès national irakien (CNI), coalition de l'opposition irakienne basée à Londres, a appelé hier les États-Unis à frapper le régime de Saddam Hussein pour ses «liens» avec Oussama ben Laden. «Nous attendons des États-Unis une riposte militaire contre le régime de Saddam Hussein en raison de ses liens avec al-Qaïda», l'organisation d'Oussama ben Laden, le principal suspect dans les attentats du 11 septembre aux États-Unis, a déclaré le porte-parole du CNI, al-Charif Ali ben Hussein. «L'opposition irakienne détient des preuves sur les liens de Bagdad avec ben Laden et son organisation, et ces preuves ont été transmises à l'administration américaine», a ajouté le porte-parole, affirmant que «l'ambassadeur irakien à Ankara est l'agent de liaison entre Bagdad et ben Laden». Ils [les États-Unis] doivent viser le régime et non pas le peuple irakien. Cette fois-ci, ils doivent débarrasser le peuple irakien de Saddam Hussein», a affirmé ce porte-parole. Le président américain George W. Bush avait indiqué jeudi soir que son pays surveillait de près le président irakien Saddam Hussein, qualifié d'«homme diabolique».

AFGHANISTAN



Des millions de réfugiés afghans attendent notre aide.

Votre don leur apportera réconfort et aidera à ramener la paix et la sécurité dans cette région du monde.

1 888 664-3387 — www.devp.org

5633, rue Sherbrooke est, Montréal, Québec H1N 1A3



DÉVELOPPEMENT
ET PAIX

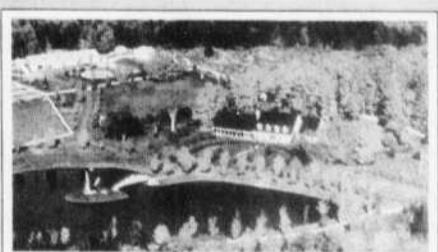


Membre de
Caritas
Internationalis

HAUT DE GAMME SUR MESURE	<p>"Le Ste-Hélène" Hôtel Particulier 446, RUE STE-HÉLÈNE 287-1262 www.apfloft.com</p>	<p>L'ALTERNATIF 2251, RUE AIRD 287-0707 www.loft.ca</p>	<p>Heures d'ouverture: Mar. au Ven. 16h @ 20h Sam. et Dim. 12h @ 17h</p> <p>Volume Espace Lumière Spécial taux hypothécaire 5,75% - 5 ans</p>
--------------------------	--	--	---

DEMEURES, AFFAIRES ET LIEUX PRIVILÉGIÉS

CHARME & PRESTIGE



REPRISE... PETIT PARADIS!!!
PRIVE ou centre santé plein air. Domaine de 157 acres: 4 lacs, cabane à sucre, une écurie & 10 unités de chalets. Maison de prestige avec piscine int. doit vendre très rapidement! Valeur 2 500 000 \$ prix espéré 850 000 \$.

René Piché agent immobilier aff.
(450) 467-1211
La Capitale des Sommets
www.innmarketing.com



PORTNEUF

Domaine 33 arp. boisé, entièrement isolé, résidence style anglais, 4 côtés briques, planchers de bois, foyer au salon, vue splendide sur le fleuve et la marina de Portneuf, à 35 min. de Québec. 189 000 \$. Saisissez cette occasion!

Benoit Caron A.I.A. 1-877-285-3027
Royal LePage Inter-Québec C.I.A.



À MELBOURNE CANTON DE L'EST

Bord rivière sauvage, 26 acres vallonnés, belle maison tout bois. Grand salon, salle à manger et cuisine aire ouverte - Foyer. 5 chambres. À voir.

Nicole Gautier enr. - (819) 826-2348
Courtier immobilier agréé



SUTTON (CANTONS DE L'EST) MAISON DE CAMPAGNE

Maison romantique avec vue panoramique sur les montagnes, 5 acres, 5 min. des USA, écurie pour 2 chevaux, jardin anglais, 2 foyers, poêle à bois. Site enchanteur. Vendue toute meublée (antiquités). Décorée par designer professionnelle. Prix: 349 000 \$

(450) 538-6837



GRANDS TERRAINS BOISÉS - RÉSERVE ÉCOLOGIQUE BAIE DE CARILLON, LAC DES DEUX MONTAGNES

1 hr de MTL. Un écosystème de qualité exceptionnelle: oiseaux migrateurs, faune aquatique, pêche, forêt composée principalement d'érables argentés, de chênes bicolorés, de frênes noirs. La diversité de la flore et de la faune confère à cet environnement un cachet unique d'une grande quiétude. Terrains prêts à bâtir. Financement disponible.

(514) 945-1030 (450) 537-8113



ST-ADOLPHE D'HOWARD
Que ce soit du patio ou du balcon de la chambre des maîtres, le lac St-Joseph est à vous: quelques pas à franchir, la baignade est rafraîchissante que d'ins de son rez-de-chaussée à aire ouverte: salon, salle à dîner, magnifique foyer et des électros tout en acier inoxydable. 4 chambres à coucher et salle de billard.

Consultez André Codère ou Anne Daigle:
514-332-1313 ou 450-227-3334



CHEMIN DU MONT-MARIBOU

À quelques kilomètres de St-Sauveur, cette très grande maison avec ses 8 pièces, son immense terrain vous assure confort et sérénité. Le changement des saisons, vu du salon vous enchantera. Sa piscine, l'été, facilitera la détente. La chambre des maîtres est à la fois grande et spacieuse.

Consultez André Codère ou Anne Daigle:
514-332-1313 ou 450-227-3334



LAC THÉODORE (VAL MORIN)

Vous désirez un lac vous permettant de naviguer sur deux autres lacs (St-Joseph et Ste-Marie)? Voilà ce que vous offre le lac Théodore. Vous aimez un vaste salon, une très grande salle à dîner et un foyer, cette magnifique propriété et ses 3 chambres à coucher vous plairont. Une vue directe sur le lac.

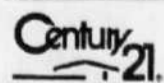
Consultez André Codère ou Anne Daigle:
514-332-1313 ou 450-227-3334



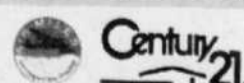
LA SEIGNEURIE À ST-SAUVEUR

Qui ne rêve pas de posséder, un jour, une maison à la Seigneurie? Très belle canadienne avec toutes les commodités souhaitées. Salle de séjour avec foyer ouvrant sur une grande terrasse. Salle à dîner et cuisine adjacente. La chambre des maîtres assure la tranquillité. Plancher de bois franc dans toutes les pièces.

Consultez A. Ben Benoit:
514-332-1313 ou 450-227-3334



CENTURY 21 Opt/immo inc. Courtier immobilier agréé - 276, rue Principale, St-Sauveur, Québec J0R 1R0



Téléphone: 985-3322
Télocopieur: 985-3340

LES PETITES ANNONCES

Courriel:
petitesannonces@ledevoir.com

100 VISITES LIBRES
CENTRE-OUEST
29 Place Redpath Dim. 14h à 16h

121 ESTRIE
- Val St-François, vue sur le lac
veranda 45 p., gar. atelier, chalet

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER
PIED-A-TERRRE à partager, 4/5 jrs/semaine

176 CHALET À LOUER
METIS-SUR-MER - Bord de l'eau
Maison, 4 c.c., 2 s. de b.

410 BUREAUX
SECRETARIE
• citoyenneté canadienne ou résidence permanente

410 BUREAUX
COMMIS À L'ENTRÉE DES DONNÉES
La Société des auteurs de radio, télévision et cinéma

LES PETITES ANNONCES
DU LUNDI AU VENDREDI
DE 8H30 À 17H00

Objectif
38 000 000 \$
13 114 277 \$

101 PROPRIÉTÉS À VENDRE
DEUX-MONTAGNES Près gare et services, 360, 17ème av., Dungena

NOUVEAU ! À GRANBY ET CANTON
FERMETTE 3,8 acres, coteau, garage double, écurie

161 SOUS-LOCATION
PLATEAU, 6 1/2 ét. style, ben situé, tranquille

190 GARAGES, PARKING
EDOUARD-MONTPETIT (coin Stirling et Willowdale), stationnement dans garage chauffé

450 EMPLOIS DIVERS
INFORMIÈRE DIPLÔMÉE ou ÉDUCATRICE SPÉCIALISÉE FRANCOPHONE.

450 EMPLOIS DIVERS
OUTRENTON RUE BERNARD
3150 PI.CA. BEAUX BUREAUX BELLE DÉCORATION

AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS
Veuillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie

DÉCÈS
Un don
aux œuvres du Cardinal Léger

103 CONDOMINIUMS ET COPROPRIÉTÉS
BROSSARD Condo luxe, bord de l'eau, superbe vue fleuve & centre-ville

ÉGLISE MÉTAMORPHOSÉE
en résidence 5 cac, poss B & B à Bromont sur 7,9 acres

165 PROPRIÉTÉS À LOUER
LACHINE Près fleuve, piste cyclable, 5 min. aéroport

259 ESPACES COMMERCIAUX ET INDUSTRIELS À LOUER
ESPACES INDUSTR. & COMM. à louer. Idéal pour ateliers

450 EMPLOIS DIVERS
TRADUCTEURS/TRICES vers le français. Français impeccable

597 RENCONTRES
PROFESSIONNELLE Début 60 ans, belle allure, veut partager

DÉCÈS
HUOT, ANTONIO (TONY)
Au Centre hospitalier St-Sacrement, le mercredi 10 octobre 2001

DÉCÈS
BOURASSA, GUY 1923-2001
Le vendredi 5 octobre 2001, à sa résidence de Québec

103 CONDOMINIUMS ET COPROPRIÉTÉS
BROSSARD Condo luxe, bord de l'eau, superbe vue fleuve & centre-ville

MT SHEFFORD: «PERLE RARE!»
329 000 \$ Résidence de prestige en pierre. Décor chaleureux

170 HORS FRONTIÈRES À LOUER
*** PARIS ***
XVe superbe appart. 3^{me}, meublé ancien

275 LOCAUX À LOUER
LOCAL COQUEL idéal pour association, jeune entreprise

508 SERVICES FINANCIERS
VOUS PENSEZ À LA PRÉ-RETRAITE !
Avez-vous vraiment les moyens d'arrêter de travailler maintenant ?

508 SERVICES FINANCIERS
LA RECHERCHE
La solution au casse-tête

DÉCÈS
HUOT, ANTONIO (TONY)
Au Centre hospitalier St-Sacrement, le mercredi 10 octobre 2001

DÉCÈS
BOURASSA, GUY 1923-2001
Le vendredi 5 octobre 2001, à sa résidence de Québec

120 LAURENTIDES
L'ANNONCIATION bord de lac. Endroit privé et discret, résidence pour amateur de boiseries

132 CHALET
STONEHAM. Pr. centre ski, chalet 4 saisons, 4 1/2, 1 s/b, chauff. élec.

176 CHALET À LOUER
BORD LAC MEMPHREMAGG 15 nov. 15 av. 3 ch., 2s/b, 6 500\$/mois.

301 ŒUVRES D'ART
ACHETONS tableaux originaux de Norman Hudson et autres peintres renommés

530 COURS
ANGLAIS (ACT, SAT, TOEFL) par Ph. D. 8h/200\$. 489-3801

564 DÉCORATION INTÉRIÈRE
FAUX-FINIS Modifications de vos couleurs, + serv. de couture

MOTS CROISÉS
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

MOTS CROISÉS LE MONDE
I
II
III
IV
V
VI
VII
VIII
IX
X

120 LAURENTIDES
L'ANNONCIATION bord de lac. Endroit privé et discret, résidence pour amateur de boiseries

132 CHALET
STONEHAM. Pr. centre ski, chalet 4 saisons, 4 1/2, 1 s/b, chauff. élec.

176 CHALET À LOUER
BORD LAC MEMPHREMAGG 15 nov. 15 av. 3 ch., 2s/b, 6 500\$/mois.

301 ŒUVRES D'ART
ACHETONS tableaux originaux de Norman Hudson et autres peintres renommés

530 COURS
ANGLAIS (ACT, SAT, TOEFL) par Ph. D. 8h/200\$. 489-3801

564 DÉCORATION INTÉRIÈRE
FAUX-FINIS Modifications de vos couleurs, + serv. de couture

MOTS CROISÉS
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

MOTS CROISÉS LE MONDE
I
II
III
IV
V
VI
VII
VIII
IX
X

Propriétaires !
Logement à louer? Propriété à vendre?
1125\$*
*3 lignes, 375\$ par ligne supplémentaire. Samedi seulement: 32% de plus.
Heure de tombée: 14h30 tous les jours
985-3322
Communiquez avec un conseiller publicitaire dès maintenant
Différents forfaits disponibles.
LE DEVOIR
VISA MasterCard

Téléphone: 985-3344
Télécopieur: 985-3340

AVIS LÉGAUX ET APPELS D'OFFRES

Sur Internet:
www.offres.ledevoir.com

AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS
Veuillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée.

loto-québec
APPEL DE SOUMISSIONS NO 01-304
FABRICATION D'ENSEIGNES LUMINEUSES AVEC AFFICHEUR DE LOTS
CLÔTURE: LE 2 NOVEMBRE 2001, 11 H, HEURE LOCALE

AVIS DE DEMANDE DE DISSOLUTION
Prenez avis que la compagnie '2945-1903 QUÉBEC INC.' demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Province de Québec, District de Montréal, Cour du Québec, NO: 500-22-063968-011, CAISSE POPULAIRE CANADIENNE ITALIENNE C.

Province de Québec, District de Québec, Cour du Québec, NO: 500-22-002900-010, COUR DU QUÉBEC, CITI-FINANCIERE SERVICES DU CANADA L.TÉE.

Province de Québec, District de Terrebonne, Cour Supérieure, NO: 700-05-009630-009, BANQUE TORONTO DOMINION C.

Province de Québec, District de Québec, Cour du Québec, NO: 500-22-062797-017, PROCÉDURE ALLEGÉE COUR DU QUÉBEC.

Province de Québec, District de Québec, Cour du Québec, NO: 500-22-063069-010, COUR DU QUÉBEC.

Province de Québec, District de Québec, Cour du Québec, NO: 500-22-063069-010, COUR DU QUÉBEC.

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour du Québec, NO: 500-22-063069-010, COUR DU QUÉBEC.

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour du Québec, NO: 500-22-063069-010, COUR DU QUÉBEC.

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour du Québec, NO: 500-22-063069-010, COUR DU QUÉBEC.

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour du Québec, NO: 500-22-063069-010, COUR DU QUÉBEC.

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour du Québec, NO: 500-22-063069-010, COUR DU QUÉBEC.

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour du Québec, NO: 500-22-063069-010, COUR DU QUÉBEC.

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour du Québec, NO: 500-22-063069-010, COUR DU QUÉBEC.

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour du Québec, NO: 500-22-063069-010, COUR DU QUÉBEC.

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour du Québec, NO: 500-22-063069-010, COUR DU QUÉBEC.

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour du Québec, NO: 500-22-063069-010, COUR DU QUÉBEC.

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour du Québec, NO: 500-22-063069-010, COUR DU QUÉBEC.

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour du Québec, NO: 500-22-063069-010, COUR DU QUÉBEC.

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour du Québec, NO: 500-22-063069-010, COUR DU QUÉBEC.

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour du Québec, NO: 500-22-063069-010, COUR DU QUÉBEC.

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour du Québec, NO: 500-22-063069-010, COUR DU QUÉBEC.

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour du Québec, NO: 500-22-063069-010, COUR DU QUÉBEC.

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour du Québec, NO: 500-22-063069-010, COUR DU QUÉBEC.

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour du Québec, NO: 500-22-063069-010, COUR DU QUÉBEC.

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour du Québec, NO: 500-22-063069-010, COUR DU QUÉBEC.

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour du Québec, NO: 500-22-063069-010, COUR DU QUÉBEC.

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour du Québec, NO: 500-22-063069-010, COUR DU QUÉBEC.

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour du Québec, NO: 500-22-063069-010, COUR DU QUÉBEC.

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour du Québec, NO: 500-22-063069-010, COUR DU QUÉBEC.

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour du Québec, NO: 500-22-063069-010, COUR DU QUÉBEC.

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour du Québec, NO: 500-22-063069-010, COUR DU QUÉBEC.

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour du Québec, NO: 500-22-063069-010, COUR DU QUÉBEC.

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour du Québec, NO: 500-22-063069-010, COUR DU QUÉBEC.

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour du Québec, NO: 500-22-063069-010, COUR DU QUÉBEC.

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour du Québec, NO: 500-22-063069-010, COUR DU QUÉBEC.

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour du Québec, NO: 500-22-063069-010, COUR DU QUÉBEC.

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour du Québec, NO: 500-22-063069-010, COUR DU QUÉBEC.

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour du Québec, NO: 500-22-063069-010, COUR DU QUÉBEC.

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour du Québec, NO: 500-22-063069-010, COUR DU QUÉBEC.

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour du Québec, NO: 500-22-063069-010, COUR DU QUÉBEC.

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour du Québec, NO: 500-22-063069-010, COUR DU QUÉBEC.

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour du Québec, NO: 500-22-063069-010, COUR DU QUÉBEC.

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour du Québec, NO: 500-22-063069-010, COUR DU QUÉBEC.

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour du Québec, NO: 500-22-063069-010, COUR DU QUÉBEC.

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour du Québec, NO: 500-22-063069-010, COUR DU QUÉBEC.

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour du Québec, NO: 500-22-063069-010, COUR DU QUÉBEC.

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour du Québec, NO: 500-22-063069-010, COUR DU QUÉBEC.

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour du Québec, NO: 500-22-063069-010, COUR DU QUÉBEC.

Avis public
Ville de Montréal
Service du greffe
Vente d'immeubles pour non-paiement de taxes foncières ou de droits sur les mutations immobilières

H&M DIAMOND ASS. INC.
345 AVENUE VICTORIA, SUITE 400, WESTMOUNT (QUÉBEC) H3Z 2N2
TÉL. : (514) 483-2303 TÉLÉC. : (514) 483-2373

AVIS AUX CRÉANCIERS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE
DANS L'AFFAIRE DES FAILLITES DE :

9097-1813 QUÉBEC INC., un corps politique, dûment incorporé selon la loi, antérieurement faisant affaires dans la ville et district de Montréal.

La suite des avis se trouve en page A 13

Québec Commission des transports
Avis de la Commission des transports du Québec
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX :
SANCTIONS : SÉCURITÉ
SANCTIONS : PERMIS
DEMANDES DE NATURE ÉCONOMIQUE AUTOBUS
DEMANDES DE NATURE ÉCONOMIQUE TAXI

LE DEVOIR

LES SPORTS

HOCKEY

LIGUE NATIONALE
Association de l'Est

	M	G	P	N	DPBP	BC	PTS
Boston	4	3	1	0	0	13	7
Ottawa	5	3	2	0	0	19	15
Montréal	3	2	0	1	0	11	7
Toronto	4	2	1	1	0	15	10
Buffalo	4	2	1	0	1	10	5

Section Atlantique

N.Y. Isl.	4	4	0	0	0	18	9
Phil.	4	1	1	2	0	11	9
N.Y. Ran.	3	1	2	0	0	8	12
New J.	2	0	2	0	0	5	12
Pittsburgh	3	0	3	0	0	6	13

Section Sud-Est

Washington	3	2	1	0	0	11	7
Caroline	4	2	2	0	0	10	10
Atlanta	2	1	0	0	1	5	5
Florida	4	1	3	0	0	7	10
Tampa Bay	3	0	3	0	0	5	12

Association de l'Ouest

Detroit	3	2	1	0	0	10	8
Chicago	4	2	2	0	0	8	9
Nashville	3	1	1	1	0	4	6
Columbus	3	0	3	0	0	8	3
St. Louis	3	0	1	2	0	10	11

Section Nord-Ouest

Calgary	5	3	1	0	1	10	5
Edmonton	4	3	1	0	0	12	6
Minnesota	3	2	0	1	0	6	4
Colorado	3	2	1	0	0	11	10
Vancouver	4	1	3	0	0	13	15

Section Pacifique

San Jose	3	1	0	1	1	7	7
Dallas	4	2	2	0	0	7	9
Los Ang.	4	1	2	1	0	12	13
Phoenix	4	1	2	1	0	6	12
Anaheim	4	1	3	0	0	8	15

Hier

Montréal à Columbus
Buffalo à Detroit
Chicago au Minnesota
Washington à Anaheim

Aujourd'hui

St. Louis à Toronto, 19h00
New Jersey à Montréal, 19h00
N.Y. Rangers à Ottawa, 19h00
Detroit à N.Y. Islanders, 19h00
Caroline à Atlanta, 19h00
Philadelphie en Floride, 19h30
Edmonton à Nashville, 20h00
Calgary à Dallas, 20h00
Colorado à Vancouver, 22h00
Washington à Phoenix, 22h00
Tampa Bay à Los Angeles, 22h30
Boston à San Jose, 22h30

Dimanche

Pittsburgh à Buffalo, 14h00
Edmonton au Minnesota, 18h00
Columbus à Chicago, 20h00
Tampa Bay à Anaheim, 20h00

Les Braves écartent les Astros d'un coup de balai

Victoire décisive de 6-2

ASSOCIATED PRESS

Atlanta — Encore une fois, les Braves d'Atlanta se rendront à la série de championnat de la Ligue nationale.

Encore une fois, les Astros de Houston rentrent à la maison, les mains vides.

Paul Bako, qui n'est pourtant pas un frappeur redoutable, a bouclé le circuit et produit trois points, John Burkett a fermé la porte pendant six manches et les Braves ont éliminé les Astros en les battant 6-2 hier pour balayer les honneurs de la première série dans la Ligue nationale.

Les Braves accèdent donc à la série de championnat de la ligue pour la neuvième fois en dix ans. Ils n'ont été écartés de la deuxième ronde de séries que l'an dernier, quand ils avaient été éliminés d'entrée de jeu par les Cards de Saint Louis.

Troisième fois

Houston a une fiche de 0-7 en séries d'après-saison. Ils ont été éliminés par les Braves pour la troisième fois depuis 1997. Ils n'ont jamais été capables de remporter une victoire quand ils faisaient face à l'élimination.

Cette fois-ci, ils ont été battus par Bako, qui prenait la place de Javier Lopez, blessé, et par Julio Franco, un vétéran de plus de 40 ans, arraché à la Ligue du Mexique.

Bako et Franco ont joué des rôles importants dans la victoire d'Atlanta.

Après deux retraits en deuxième, Rey Sanchez a obtenu un double. Le partant des Astros, Shane Reynolds, a ensuite laissé flotter un tir au-dessus du marbre. Bako l'a expédié à 403 pieds du marbre, par-dessus la clôture de droite, son premier circuit depuis le 1^{er} juin et son premier en séries.

Franco, mis sous contrat il y a un mois, a frappé son premier circuit en troisième manche pour donner les devants 3-0 aux Braves.

Bako a complété un jeu de toute beauté pour produire son troisième point en quatrième. Il a déposé l'amorti suicide pour permettre à Andruw Jones de marquer.

C'était suffisant pour permettre à Burkett, à son premier match éliminatoire depuis 1996, de l'emporter. Il a blanchi les Astros jusqu'en septième manche quand Daryle Ward a frappé un circuit de deux points. Steve Reed, Mike Remlinger et John Smoltz se sont par la suite succédé au monticule pour fermer la porte aux Astros.

Et Chipper Jones a enlevé tout espoir aux Astros avec un circuit de deux points en huitième contre Octavio Dotel.

Cette défaite pourrait aussi signifier la fin du règne du gérant Larry Dierker.

Quatorzième aux essais libres

Villeneuve veut effacer le souvenir d'Indianapolis

Suzuka (PC) — Ce week-end marque la fin d'une longue et pénible saison de courses pour Jacques Villeneuve et pour l'écurie British American Racing.

Un week-end qui s'annonce moins désastreux que le dernier à Indianapolis, selon le pilote québécois, satisfait d'un 14^e temps (1:38.312) hier à Suzuka, à l'issue de la séance d'essais libres: «Je suis assez satisfait parce que nous avons éprouvé beaucoup de problèmes avec nos voitures cet-

te année, a dit Villeneuve. Nous n'arrivons toujours pas à comprendre pourquoi nous avons parfois de bonnes voitures et parfois de mauvaises. À Indianapolis, tout semblait indiquer que j'avais la bonne et ce fut le contraire. Mais là, ce week-end, j'ai l'impression que j'ai la bonne voiture et mon coéquipier, Olivier Panis (18^e), la mauvaise. Mais ça nous a permis de travailler un peu sur les réglages et de faire une bonne séance. Ça nous positionne bien pour le reste du week-end. Mais un

bon week-end, pour nous, c'est d'arriver à nous qualifier en milieu de grille et espérer marquer des points en course», a raconté Villeneuve, confiant pour ce dernier Grand Prix de la saison.

«Il est vrai que le week-end à Indianapolis fut un despires et qu'il est sans doute resté dans la mémoire collective de l'équipe. Mais il ne faut surtout pas oublier qu'elle en a vécu plusieurs mauvais au cours de ces trois dernières années. Mais ça ne veut pas dire que celui-ci sera mauvais aussi.»

Contre les Argonauts de Toronto

Les Alouettes espèrent stopper leur glissade

ROBERT LAFLAMME
PRESSE CANADIENNE

Toronto — Les Alouettes n'ont jamais connu une séquence de quatre défaites depuis leur renaissance en 1996, mais ce n'était pas une source de préoccupation supplémentaire dans l'entourage de l'équipe hier, à la veille de l'affrontement face aux Argonauts.

Arrivés dans la Ville reine par train, les joueurs sont confiants de remettre l'équipe sur ses rails. «Personne dans l'équipe n'a évoqué ce fait [les quatre défaites d'affilée] cette semaine, a souligné le plaqueur défensif Steve Charbonneau. Ça ne donne rien de s'arrêter à des détails du genre. L'aspect le plus important pour nous en ce moment, c'est de rester positifs.»

Le positivisme, cette philosophie fondée par Auguste Comte, était de rigueur au terme de la courte séance d'entraînement des Alouettes (9-5) au SkyDome. «L'atmosphère est bonne, a assuré Charbonneau. Il existe évidemment un sentiment d'urgence, mais il n'y pas de panique. On a identifié les problèmes et on a eu une bonne semaine d'entraînement. On sait ce qu'on peut et ce qu'on doit faire. On doit absolument retrouver le plaisir de jouer.»

Les joueurs ont tenu une fructueuse réunion avant de quitter la métropole. «On a remis les pendules à l'heure, a expliqué Charbonneau. Ça n'a pas été une réunion de lavage de linge sale.»

Des changements

De nouveau privé des services de plusieurs éléments de premier plan, dont Anthony Calvillo et Mike Pringle, l'entraîneur Rod Rust a apporté de nombreux changements à la formation.

A l'attaque, les Alouettes salueront le retour du vétéran receveur de passes Jock Climie. Kevin Alexander cédera sa place au jeune Jeremaine Copeland. Un autre joueur recrue, Jeremi Rudolph, fera ses débuts au champ arrière. Il sera également utilisé pour retourner les bottés.

En défense, Adriano Belli, le plaqueur nouvellement acquis des Lions de la Colombie-Britannique,

sera envoyé dans la mêlée en remplacement de R-Kal Truluck, dont le nom a été inscrit au sein de l'équipe des réservistes. Truluck pourrait donc être réclamé par une autre équipe. «Ce gars-là [Belli] est enthousiaste. Il veut jouer. Aussi bien voir tout de suite de quel bois il se chauffe», a souligné Rust.

L'entraîneur fera de nouveau confiance au quart-arrière Dan Gonzalez, qui a connu un match difficile dans la défaite de 13-7 contre les Roughriders de la Saskatchewan, lundi dernier.

Gonzalez a promis d'afficher plus de combativité. «On devra garder la défensive des Argonauts hors d'équilibre. Pour ce faire, on devra éviter les deuxièmes jeux trop longs. Contre les Roughriders, ça été le principal problème. La défensive pouvait facilement anticiper nos stratégies parce qu'on réalisait de modestes gains aux premiers jeux. On devra imposer notre rythme, être plus combatifs.»

Lyle Odelein n'a jamais été aussi populaire

Au pays des Buckeyes, les Blue Jackets font leur niche

FRANÇOIS LEMENU
PRESSE CANADIENNE

enfants Paulyna Rae (trois ans) et Dylan (deux ans).

Columbus — Dans le hall d'entrée du Nationwide Arena, on peut apercevoir accrochée au plafond une immense affiche représentant Lyle Odelein. L'ancien défenseur du Canadien n'a jamais été aussi populaire de toute sa carrière.

«Je suis très heureux à Columbus, raconte le sympathique athlète à l'éternel sourire. Les joueurs sont vraiment choyés ici, un peu comme on l'était à Montréal. John McConnell, le propriétaire de l'équipe, s'occupe vraiment bien de nous. Tout est de première classe. L'équipe possède son jet privé, notre patinoire d'entraînement se trouve à l'intérieur du Nationwide Arena et on commence même à se faire reconnaître dans la rue. Quand je suis arrivé l'an dernier, il n'y en avait que pour les Buckeyes de Ohio State [l'équipe de football] dans les journaux et à la télé, rappelle le capitaine des Blue Jackets. Mais les choses sont en train de changer. Les gens embarquent de plus en plus. Tout l'état de l'Ohio semble derrière nous. On a d'ailleurs disputé nos 17 derniers matchs à guichets fermés.»

Odelein est venu à Columbus lorsque les Blue Jackets l'ont réclamé au repêchage d'expansion même s'il était joueur autonome sans compensation. Il a conclu une entente de trois ans assortie d'une année d'option qui lui rapportera 2,4 millions \$US cette saison.

«Ils n'avaient pas à me réclamer puisque j'étais joueur autonome. Mais Doug Risebrough [le directeur général] s'est montré tellement convaincant que je n'ai même pas cherché à connaître ma valeur sur le marché. J'avoue ne pas regretter ma décision», laisse entendre le patineur de la Saskatchewan qui vit en banlieue de Columbus avec sa femme Andrea et leurs deux

Le Canadien

Odelein compte encore de bons amis à Montréal, dont Brian Savage. Il se réjouit des succès de son ancienne équipe.

«La nouvelle direction semble avoir les choses bien en main, dit-il. L'équipe donne l'impression d'avoir tourné le coin. Ça ne me surprend pas avec des gars comme Carbo [Guy Carbonneau] et Greenie [Rick Green] derrière le banc.»

Odelein n'a pas aimé voir son ancien club sombrer aussi bas au classement. Il a d'ailleurs sa petite idée là-dessus. «Ils ont échangé des joueurs qui voulaient rester à Montréal et ils ont gardé ceux qui souhaitaient partir. Et puis il y a eu quelques transactions qui ont mal tourné», fait-il valoir.

Odelein a regardé le premier match du Canadien à Ottawa. Il a été impressionné par ce qu'il a vu. «Le Canadien mise sur deux excellents gardiens. L'équipe a également plus de mordant en attaque. Je suis content de voir le Canadien gagner à nouveau. Mais pas au point de vouloir perdre ce soir [hier]», a-t-il prévenu.

Suspensions

Dans un autre ordre d'idées, les défenseurs Igor Ulanov et Dale Purinton, des Rangers de New York, ont écopé de suspensions de sept matchs chacun pour des charges au bâton survenues lors du match contre les Capitals de Washington mercredi.

Purinton et Ulanov ont tour à tour appliqué des doubles-échecs à la tête de Stephen Peat et Steve Konowalchuk.

«Les gestes de MM. Purinton et Ulanov étaient délibérés et c'est une chance que ni l'un ni l'autre des joueurs des Capitals n'ait été blessé», a fait savoir le vice-président de la LNH, Colin Campbell, par voie de communiqué

BASEBALL

SÉRIES DE SECTION (Trois de cinq)

LIGUE NATIONALE

Mercredi

St. Louis 4, Arizona 1 (La série est égale 1-1)
Atlanta 1, Houston 0 (Atlanta mène 2-0)

Hier

Arizona à St. Louis
Houston à Atlanta

Aujourd'hui

Arizona à St. Louis, 13h12
Houston à Atlanta, 13h12

LIGUE AMÉRICAINE

Jeudi

Seattle 5, Cleveland 1 (la série est égale 1-1)
Oakland 5, N.Y. Yankees 0 (Oakland mène 2-0)

Aujourd'hui

Seattle à Cleveland, 16h20
N.Y. Yankees à Oakland, 19h50

Dimanche

N.Y. Yankees à Oakland, 16h30
Seattle à Cleveland, 13h12

FOOTBALL

LIGUE CANADIENNE

Section Est

	G	P	N	DP	PP	PC	PTS
x-Winnipeg	12	2	0	0	437	314	24
x-Montréal	9	5	0	0	377	269	18
Hamilton	8	5	0	0	312	310	16
Toronto	5	9	0	0	327	368	10

Section Ouest

Edmonton	6	8	0	1	351	381	13
C.-B.	6	7	0	0	309	321	12
Calgary	5	9	0	1	382	392	11
Saskatchewan	4	10	0	0	204	344	8

Aujourd'hui

Montréal à Toronto, 15h00

Meuble
Hachelaga
Une entreprise familiale à votre service depuis plus de 30 ans
Ltee

ARMOIRE, CHAMBRE ET CUISINE
EN PIN MASSIF FAIT À LA MAIN
Mobilier de salon tout cuir

8729, Hochelega (coin Desormeaux) Montréal (FERMÉ LE MERCREDI)
(514) 354-1030 • 1-800-357-1030

LA SOCIÉTÉ DE RECHERCHE EN ORIENTATION HUMAINE
Ouvre sa 29^e année d'activités en vous invitant à une conférence-débat sur le thème :

Une éducation de qualité pour vivre ensemble au XX^e siècle

Cette activité aura lieu :
Hôtel de l'Institut
Salle Léonard-Gagnon
3535, Saint-Denis
Montréal

mardi
16 octobre 2001

Entrée: \$10.00 \$
Gratuit pour les étudiants de moins de 25 ans
informations:
(514) 523-5677
sroh@cam.org

CONFÉRENCIER INVITÉ :
Moncef Guitouni,
DIRECTEUR DU CENTRE DE PSYCHOLOGIE PRÉVENTIVE ET DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN
PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE POUR L'ÉDUCATION DES PARENTS

«L'éducation pour vivre ensemble nécessite une identité consolidée et renforcée afin que l'être humain dispose de la capacité de résister à la pression et du courage de s'intégrer dans la société sans être ni exploité, ni manipulé, ni craintif.»

AVIS LÉGAUX

MRC DES PAYS-D'EN-HAUT
AVIS PUBLIC
de la révision de la liste électorale municipale

AVIS PUBLIC est, par la présente, donné par Yvan Genest, avocat, président d'élection, que:

- La liste électorale municipale a été déposée au bureau de la MRC le 5 octobre 2001. Elle fera maintenant l'objet d'une révision
- Les conditions requises pour être électeur et avoir le droit d'être inscrit sur la liste électorale municipale sont les suivantes:
Toute personne qui, le 1^{er} septembre 2001
• est âgée de 18 ans;
• est de citoyenneté canadienne;
• n'est pas en curatelle;
• n'est pas déclarée coupable d'une infraction constituant une manœuvre électorale frauduleuse;
et
• est soit:
• domiciliée sur le territoire de la MRC et, depuis au moins 6 mois, au Québec;
• depuis au moins 12 mois soit:
• propriétaire unique d'un immeuble sur le territoire de la MRC, à la condition de ne pas être domiciliée sur le territoire de la MRC et d'avoir transmis au président d'élection une demande d'inscription sur la liste électorale;
• occupante unique d'un établissement d'entreprise sur le territoire de la MRC, à la condition de ne pas être propriétaire d'un immeuble ailleurs sur le territoire de la MRC, de ne pas être domiciliée sur le territoire de la MRC et d'avoir transmis au président d'élection une demande d'inscription sur la liste électorale;

NOTE: Le propriétaire unique de plusieurs immeubles ou l'occupant unique de plusieurs établissements d'entreprise doit s'inscrire à l'adresse de l'immeuble ayant la plus grande valeur foncière.

- Copropriétaire indivis d'un immeuble ou copropriétaire d'un établissement d'entreprise sur le territoire de la MRC, à la condition d'avoir été désigné au moyen d'une procuration signée par la majorité des copropriétaires ou copropriétaires qui sont électeurs de la MRC le 1^{er} septembre 2001.
- Ne peut être désigné le copropriétaire qui a déjà le droit d'être inscrit sur la liste électorale à titre de personne domiciliée, de propriétaire d'un immeuble ou d'occupant d'un établissement d'entreprise. Ne peut être désigné le copropriétaire qui a déjà le droit d'être inscrit sur la liste électorale à titre de personne domiciliée, de propriétaire d'un immeuble, d'occupant d'un établissement d'entreprise ou de copropriétaire indivis d'un immeuble.

- Dans le cas d'une demande d'inscription concernant une personne domiciliée sur le territoire de la MRC, la personne qui fait la demande doit indiquer l'adresse précédente du domicile de la personne dont l'inscription est demandée et doit présenter deux documents dont l'un mentionne le nom et la date de naissance et l'autre, le nom et l'adresse du domicile de la personne dont l'inscription est demandée.
- La liste électorale peut être consultée et les demandes d'inscription (électeurs domiciliés uniquement), de radiation ou de correction doivent être présentées devant la commission de révision, aux endroits, aux dates et aux heures suivants:
Estrel - Hôtel de ville, 155, boul. Dupuis
15 octobre - 8:30 à 16:30... 16 octobre - 8:30 à 17:30... 17 octobre - 8:30 à 16:30 et 19 à 22
Lac-Seize-Îles - Hôtel de ville, 47, de l'Église
17 octobre - 10 à 14... 19 octobre - 18 à 22... 23 octobre - 15 à 19
Morin-Heights - Hôtel de ville, 567, Village
17 octobre - 10 à 13 et 14:30 à 17:30... 19 octobre - 10 à 13 et 14:30 à 17:30 et 19 à 22... 20 octobre - 10 à 16
Piedmont - Hôtel de ville, 60 Principale
15 octobre - 8:30 à 16:30... 16 octobre - 8:30 à 17:30... 17 octobre - 8:30 à 16:30 et 19 à 22
Sainte-Adèle - Hôtel de ville, 1381, boul. Sainte-Adèle
18 octobre - 19 à 22... 19 octobre - 19 à 22... 20 octobre - 10 à 13 et 14:30 à 17:30
Saint-Adolphe-d'Howard - Hôtel de ville, 1881, Village
15, 16, 17 octobre - 8:30 à 16:30... 18 octobre - 19 à 22... 19 octobre - 8 à 16 et 20 octobre - 9 à 13
Sainte-Anne-des-Lacs - Hôtel de ville, 773, chemin Sainte-Anne-des-Lacs
15 octobre - 8:30 à 16:30... 16 octobre - 8:30 à 17:30... 17 octobre - 8:30 à 16:30 et 19 à 22
Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson - Hôtel de ville, 414, boul. Baron Louis Empain
15 octobre - 8:30 à 16:30... 16 octobre - 8:30 à 17:00... 17 octobre - 8:30 à 16:30 et 19 à 22
Saint-Sauveur - Hôtel de ville, 2125, ch. Jean-Adam
15 octobre - 8:30 à 16:30... 16 octobre - 8:30 à 17... 17 octobre - 8:30 à 16:30 et 19 à 22
Saint-Sauveur-des-Monts - Hôtel de ville, 30 Filon
15 octobre - 8:30 à 16:30... 16 octobre - 8:30 à 17:30... 17 octobre - 8:30 à 16:30 et 19 à 22
Wentworth-Nord - Hôtel de ville, 3488, Principale
15 octobre - 8:30 à 16:30... 16 octobre - 8:30 à 17:30... 17 octobre - 8:30 à 16:30 et 19 à 22

Donné à Sainte-Adèle, le 12 octobre 2001.

Yvan Genest, Avocat
Président d'élection

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

ANTHRAX

SUITE DE LA PAGE 1

précisé que la journaliste, dont l'identité n'a pas été dévoilée, est traitée aux antibiotiques depuis le 1^{er} octobre et qu'elle devrait se rétablir complètement.

Des tests n'ont toutefois pas permis de confirmer la présence de spores d'anthrax dans la poudre trouvée dans l'enveloppe. Le ministre de la Justice américain, John Ashcroft, estime qu'il n'existe pas de lien apparent entre ce cas et les trois autres survenus à Boca Raton, en Floride, depuis le début du mois chez des employés d'American Media, qui publie le journal *The Sun*. Rappelons que l'anthrax a causé le décès de l'un d'eux. «Le FBI a lancé une enquête criminelle séparée pour trouver la source de la maladie du charbon», d'ajouter M. Ashcroft. Pour sa part, le chef adjoint du FBI à New York, Barry Mawn, croit qu'aucun lien ne peut être établi entre le dernier événement et les attentats du 11 septembre.

Par mesure de précaution, le sous-sol de l'immeuble de NBC, où sont situés les bureaux de réception du courrier, la salle des nouvelles du troisième étage ainsi qu'une partie du septième étage ont été fermés. Les spécialistes du Centre pour le contrôle des maladies (CDC), munis de leurs combinaisons, ont immédiatement commencé à procéder à des tests à l'intérieur des locaux. «Tous les employés de NBC qui auraient pu être exposés de quelque manière que ce soit ont ou vont être testés», a indiqué le maire de New York, Rudolph Giuliani. Plusieurs réseaux de télévision, parmi lesquels ABC, CBS et CNN, ont fermé leurs services de courrier.

Les autorités américaines ne sont pas au bout de leurs peines puisqu'une enveloppe contenant une poudre suspecte a aussi été acheminée au *New York Times*, forçant la fermeture du secteur de la 43^e Rue, entre la 8^e Avenue et Broadway, un quartier habituellement fort achalandé. Les lettres envoyées à NBC et au *New York Times* ont été oblitérées à Saint-Petersbourg, en Floride, et-on aussi appris hier. Des similitudes ont été constatées entre les écritures figurant sur les deux enveloppes anonymes. La psychose de la poudre blanche a eu des échos ailleurs au pays, entre autres au département d'État à Washington, où une substance suspecte a été découverte dans un bureau.

L'appel à la prudence lancé en conférence de presse hier par John Ashcroft risque d'accaparer les corps policiers et les services sanitaires à travers les États-Unis pour les prochaines semaines. Il a en effet enjoint à la population de signaler aux policiers tout colis dont la provenance semble suspecte ou inconnue. De son côté, le secrétaire à la Santé, Tommy Thompson, a incité ceux qui souffraient de symptômes de grippe ou du rhume, ou constataient l'apparition de lésions sur la peau, à consulter leur médecin. Le gouvernement prend toutes les mesures requises pour assurer la sécurité du public, a répété George W. Bush. «Les Américains doivent poursuivre leurs activités. On ne doit pas laisser les terroristes paralyser le pays», a déclaré le président.

La maladie du charbon, ou anthrax, est causée par le *Bacillus anthracis*, une bactérie qui peut affecter tous les mammifères. Il existe trois modes de contamination, soit par voie cutanée, par voie digestive ou par inhalation. Cette dernière forme est la plus dangereuse, mais le traitement aux antibiotiques s'avère efficace au stade précoce de la maladie. Dans sa forme cutanée (la plus fréquente), l'anthrax provoque des lésions noires à l'origine du nom donné à la maladie du charbon. Le dernier cas enregistré aux États-Unis, avant ceux survenus en Floride la semaine dernière, remonte à 1976.

Pas d'anthrax à Montréal

À Montréal, la Direction de la santé publique de Montréal-Centre a confirmé hier que l'enveloppe récupérée à Globe international mardi dernier ne contenait finalement aucune trace d'anthrax. La fameuse enveloppe en provenance d'American Media, de Boca Raton en Floride, avait provoqué l'évacuation d'un immeuble de la rue Sherbrooke.

La journée d'hier a aussi été fertile en interventions policières, avec l'épidémie de fausses alertes qui se poursuit. Le SPCUM a dû composer avec 12 appels à la bombe et trois alertes aux colis suspects. Aucun d'entre eux n'était fondé.

D'autres corps policiers ont été fort affairés hier. À Québec, un mauvais plaisant a appelé le 911 en matinée pour annoncer que des bombes allaient exploser au Palais de justice et à l'édifice Marie-Guyard (Complexe G) à midi. Les immeubles ont été fouillés de fond en comble et les 4000 fonctionnaires du Complexe G ont dû quitter les lieux. Aucun engin suspect n'a été trouvé.

Avec l'AFP, AP et la Presse canadienne

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346
Par télécopieur (514) 985-3390

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les petites annonces

et la publicité par regroupement
Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le *Devoir* est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Contrat de vente 40012291 Dépot légal. Bibliothèque nationale du Québec.

SUITE DE LA PAGE 1

de la PLC. Jean-François Thibault, qui est en charge de l'est de l'île de Montréal, a travaillé avec l'ancien ministre Francis Fox. La responsabilité de l'ouest incombe à Sergio Gentile, qui a notamment travaillé à la permanence du PLC jusqu'en 1999.

Sous les ordres des deux hommes, on retrouve 22 coordonnateurs desquels relèvent les organisateurs de district. Les péquistes se retrouvent à ces deux niveaux. Ils sont les bras de la tête libérale.

Aucune incohérence

À la permanence du PQ, on ne voit rien d'incohérent dans ce front commun. On ne s'embarrasse guère des sorties virulentes contre le projet de fusions municipales des ministres fédéraux Stéphane Dion et Denis Coderre, entre autres, lors des élections fédérales de l'année dernière. Dans la région de Québec, le PLC avait pourtant tenté de capitaliser sur le mécontentement populaire généré par les fusions forcées.

Le directeur des communications du PQ, Pierre-Luc Paquet, pointe le Parti libéral du Québec avec son engagement de donner à la population le choix de briser les fusions s'il prend le pouvoir. «Qu'est-ce qui est le plus embêtant? Travailler pour celui qui prône les fusions ou celui qui parle de diffusion?», a-t-il expliqué au *Devoir*.

Dans les rangs péquistes, on lance simplement que l'appui à Pierre Bourque ressemble surtout à «la loi du moins pire».

À l'opposé, les libéraux fédéraux se félicitent du mariage circonstanciel avec leurs éternels adversaires. Le président d'Equipe Bourque/Vision Montréal, Bernard Synnott, organisateur de campagne depuis 1993 du ministre Martin Cauchon, se montre confiant des éventuels résultats de l'alliance tacite avec les péquistes. «Il n'y a pas eu de discussions formelles avec le PQ, sauf que je constate qu'il y a beaucoup d'organisations péquistes avec nous. C'est un très bon mélange», dit-il. Quand on lui fait remarquer que les têtes dirigeantes de l'organisation de Pierre Bourque sont très majoritairement libérales et que

les manœuvres sur le terrain sont péquistes, M. Synnott se borne à rire.

Le quasi-contrôle des libéraux apparaît d'autant plus flagrant lorsqu'on juxtapose l'équipe d'organisation à celles des communications et de direction du parti de Pierre Bourque. L'équipe des communications est menée par Robert Dolbec, en poste chez EB/VM depuis près de six ans, un des très rares à ne pas être un nouveau venu. M. Dolbec a travaillé au bureau de comté de l'ancien ministre péquiste Jean Campeau. Gilles Prud'homme (publicité) et Serge Paquette (logistique) sont tous deux des libéraux notoires. M. Paquette, de la firme Communications et Stratégie, est celui qui a coordonné des tournées de ministres fédéraux payées par le Bureau d'information du Canada (BIC), tant décrié par le Parti québécois.

Aux côtés de Bernard Synnott à la présidence d'EB/VM, on retrouve une autre libérale, Irène Marcheterre, qui a été l'adjointe de comté du ministre Stéphane Dion. La vice-présidence est toutefois occupée par Luc Hébert, président de l'association péquiste de la circonscription d'Anjou. Mais de l'aveu même de M. Hébert, son rôle est presque celui d'un figurant dans EB/VM; il a appris sa nomination par les journaux quelques jours après le fait accompli.

Pour M. Hébert, il est clair que libéraux et péquistes ont fort bien réussi à enterrer la hache de guerre pour cette campagne. «Le parti nous demande d'appuyer un candidat souverainiste. Mais ce n'est pas vraiment un mot d'ordre. L'important, c'est de travailler pour la même cause», a commenté M. Hébert.

La filière libérale est également bien implantée à l'hôtel de ville. Le chef de cabinet de Pierre Bourque est Serge Gosselin, un militant du PLC. Auparavant, il avait été conseiller politique du ministre Dion, un autre symbole du fédéralisme centralisateur que dénoncent constamment le Parti québécois et ses militants. M. Gosselin a également été stratège pour le PLC au scrutin de 1997.

C'est notamment par le truchement de MM. Gosselin et Synnott ainsi que le candidat Benoît Corbeil dans Anjou, l'ancien directeur général du PLC au Québec, que les troupes de Jean Chrétien ont pris

d'assaut l'arène municipale. Chacun a apporté avec lui son expertise mais surtout son réseau de contacts qui a créé «l'armée de bons soldats» que l'on voit en action derrière le maire sortant.

Des bras péquistes

Chez les coordonnateurs d'arrondissement, on retrouve au moins quatre péquistes et bloquistes, tous campés dans des territoires traditionnellement souverainistes. C'est le cas de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles-Montréal-Est, sous la responsabilité de Jean-Yves Therrien, qui avait notamment travaillé aux côtés de Jacques Duchesneau en 1998.

Dans Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, la direction des cinq districts électoraux est entre les mains de Jean Baribeau. Il est un travailleur d'élections connu au niveau tant provincial que municipal. Péquiste, il a été très impliqué dans les organisations du Rassemblement des citoyens de Montréal (RCM) avant de passer au défunt Nouveau Montréal de M. Duchesneau. Outremont relève d'un autre péquiste, Yvon Dufour.

Richard Filiatrault, attaché politique du député du Bloc québécois de Rosemont, Bernard Bigras, qui a une longue feuille de route en matière de campagnes électorales (le FRAP en 1970, le RCM en 1974 et plus récemment le Bloc), dirige Rosemont-Petite-Patrie. Malgré ses fonctions municipales, il poursuit son travail au bureau du député bloquiste. «Mon rôle chez Vision Montréal se limite à des conseils. C'est un peu pédagogique», prétend-il.

Tout en bas de la pyramide, ce sont les travailleurs qui pilotent les candidats. Ils partagent en général la même idéologie politique. Ainsi, la directrice adjointe du Parti québécois, Louise Roy, donne un coup de main à son ami Robert Laramée, qui se présente dans Saint-Jacques. Ce dernier bénéficie même de l'appui du ministre de l'Environnement, André Boisclair.

La plupart des autres coordonnateurs sont des fédéralistes: Jacques Roy dans Anjou (PLC), Louis-Philippe Tanguay dans Montréal-Nord (Parti conservateur), Roger Plamondon dans le Sud-Ouest (PLC) et Francis Hooper dans LaSalle (Alliance canadienne), par exemple.

BOURQUE

LOGEMENTS

SUITE DE LA PAGE 1

de lutter contre la pauvreté, c'est de devenir propriétaire», a insisté Mme Harel en entrevue au *Devoir*.

Il existe déjà des programmes d'accès à la propriété (emprunter de l'argent de son REER par exemple), mais «ce sont souvent pour des gens qui ont un revenu supérieur à 35 000 \$ alors que le revenu moyen d'une famille monoparentale à Montréal est très en deçà de ça», note Mme Harel.

Il faut donc trouver une autre façon de faire. Les sommes promises par le fédéral — auxquelles les provinces doivent ajouter l'équivalent — offrent une occasion d'agir. Déjà discutées en août à London, en Ontario, elles feront l'objet d'une nouvelle rencontre fédérale-provinciale en novembre à Québec.

«L'état des choses présentement, dit Mme Harel, c'est que depuis quatre ans, grâce à nos programmes, on construit annuellement 1325 logements sociaux. On a ajouté à ça le supplément au loyer, qui permet à un locataire de logement coopératif ou communautaire de ne pas consacrer plus de 25 % de son revenu à se loger, comme ça se fait dans les HLM. De plus, on rénove chaque année de 1800 à 2000 logements dans les milieux ruraux et de 4000 à 5000 dans les milieux urbains.»

«Ce qu'on veut ajouter, c'est environ 1500 logements abordables par année. Est-ce que ce sera seulement du logement construit à neuf, comme le veut le projet fédéral? À ce moment-ci, je plaide pour qu'on fasse à la fois de la rénovation et de la construction neuve, et que cette construction neuve soit abordable pour des locataires comme pour des propriétaires.»

Il y a en fait, sur la scène publique, une obsession du logement social qui agace la ministre. C'est bien joli de revendiquer plus d'unités pour le programme Accès-Logis — celui qui prévoit la construction de logements sociaux —, mais c'est une vision très urbaine du type de solutions à apporter. Ce qui nous frappe plutôt en faisant le bilan, c'est le succès du programme Réno-Villages. En deux ans et demi, tout l'argent était dépensé!

Mis en place en 1997, Réno-Villages a permis de rénover, dans les régions du Québec, quelque 8500 maisons d'une valeur moyenne de 26 000 \$, propriétés de ménages dont le revenu moyen n'est que de 14 000 \$ par année.

«Réno-Villages, poursuit-elle, nous aura beaucoup appris. Notamment que, parmi les gens mal logés au Québec, il y a des propriétaires. Ça vous donne une idée de la nécessité d'avoir une vision élargie et intégrée de toutes les dimensions de l'habitation: une vision à la fois respectueuse des régions et des villes. Donc, Accès-Logis, c'est important, mais ce n'est qu'un des programmes.»

Le faible taux de croissance démographique du Québec requiert aussi qu'on accorde autant d'attention à la rénovation qu'à la construction de logements dans les municipalités où il y a pénurie, répète-t-elle.

D'ailleurs, même l'expression «crise du logement» fait tiquer Mme Harel. Si les taux d'incopulation ont chuté partout au Québec, elle retient plutôt qu'ils se situent encore au-delà du 3 % (seuil d'équilibre du marché locatif) à Trois-Rivières, Sherbrooke et Chicoutimi.

«Je veux insister sur le fait suivant, poursuit-elle. Souvent, les groupes d'habitation brandissent le fait que 250 000 ménages locataires consacrent plus de 50 % de leurs re-

venus à se loger. Ils en déduisent qu'il faut 250 000 logements sociaux.»

«Mais il est possible que des milliers de ces ménages soient bien logés et que leur problème soit purement une question de revenus. Il ne faut donc pas faire fi de l'allocation-logement, une contribution mensuelle [NDLR: de 60 \$ par mois en moyenne] que nous accordons aux personnes de 55 ans et plus et aux travailleurs avec enfants qui ont des revenus de moins de 21 000 \$. Pour moi, c'est une mesure fondamentale car elle a servi à 157 000 ménages en quatre ans et on y a consacré 500 millions. On est les seuls à faire ça au Canada.»

Il n'est pas question de ne plus faire de logement social, mais la «nostalgie du HLM», comme elle l'appelle, n'a plus sa place. Le fédéral, qui a financé pendant 40 ans la construction de HLM en collaboration avec les provinces, a mis fin à ce programme en 1993.

«Aujourd'hui, le fédéral revient, mais avec un programme de logement abordable. Ce qu'il veut, c'est faire de la construction: il contribue une fois et c'est fini. Il ne veut plus être obligé d'assumer la gestion ou le déficit du coût de location. De plus, même les autres provinces ne réclament pas de HLM. Alors, il est impensable que nous assumions seuls les coûts à long terme que les HLM impliquent.»

Croire qu'à coups d'arguments la situation changera, c'est se battre contre des moulins à vent, ce qui n'est guère dans le tempérament de la ministre. Mieux vaut explorer d'autres options, dit-elle. De celles qui privilégient, certes, une intervention de l'État, mais une gestion coopérative ou communautaire (comme dans les OSBL d'habitation).

«Il ne faut surtout pas confondre intervention de l'État et gestion par l'État. Ça, c'est la confusion d'une génération... la mienne! L'État peut intervenir sans prétendre gérer. Pour moi, c'est fondamental.»

Cette approche dictera la politique du gouvernement du Québec après le retrait fédéral. Au Sommet socioéconomique organisé par le gouvernement de Lucien Bouchard en octobre 1996, décision sera prise de relancer un plan d'action québécois en matière d'habitation communautaire et sociale en se rapprochant du «milieu». Ce plan, entré en vigueur l'année suivante, vient à terme en avril prochain.

La ministre veut en profiter pour élargir l'approche. Comme *Le Devoir* le révélait cette semaine, elle en appelle à une participation du ministère de la Santé et des Services sociaux dans le secteur de l'habitation, puisque les pauvres à loger ont souvent des problèmes de santé ou d'intégration sociale. Mais d'autres ministères sont aussi interpellés.

«Par exemple, il faut être conscient que, dans les milieux en pénurie de logements comme Montréal, les terrains disponibles sont souvent contaminés. Il y a donc une approche de décontamination des sols à mettre au point. Nous en discutons avec le ministère de l'Environnement et ça va très, très bien.»

«En fait, pour être conséquents, quand on veut avoir une politique de l'habitation dans la réalité de maintenant, il faut travailler avec les MRC, les villes, et des ministères comme l'Environnement, la Petite Enfance, Santé et Services sociaux, le Secrétariat des aînés, Emploi et solidarité...»

Mais l'approche interministérielle est encore à peaufiner.

ONU

SUITE DE LA PAGE 1

un gouvernement d'union».

Le porte-parole de la Maison-Blanche, Ari Fleischer, s'est également montré prudent hier, déclarant qu'il est «encore trop difficile de dire à quoi ressemblera l'Afghanistan lorsque la campagne militaire aura été achevée».

L'initiative de la Maison-Blanche en faveur du rôle de l'ONU pourrait permettre d'apaiser les nombreuses inquiétudes à l'étranger, en particulier dans le monde musulman, suscitées par les frappes militaires américaines.

Ces frappes aériennes ont été suspendues hier par Washington, par respect pour la journée de recueillement hebdomadaire dans le monde musulman. Mais ce jour de prières et de prêches dans les mosquées a été marqué par plusieurs démonstrations de colère en Asie et dans les pays arabes.

Un secrétaire d'État britannique à la Défense, Lewis Moonie, a pronostiqué que les bombardements vont «nettement» baisser en intensité ce week-end pour respecter la fête musulmane de l'ascension du prophète Mahomet, aujourd'hui.

Ces propos semblent avoir été démentis dès ce matin, deux fortes explosions et des tirés aériens ayant retenti à Kaboul, selon des habitants de la capitale afghane.

Dans une prochaine étape de cette guerre, les États-Unis ont laissé entendre que des opérations sur le terrain en Afghanistan, conduites par les forces de l'opposition, pourraient commencer.

De l'Indonésie au Liban en passant par le Pakistan, les manifestations attendues après la grande prière du vendredi ont eu lieu mais ont attiré moins de personnes que prévu. Les forces de l'ordre avaient été placées en état d'alerte pour éviter les débordements.

Les religieux afghans ont quant à eux appelé lors de leurs prêches à lutter jusqu'à la mort contre les États-Unis.

À Karachi, au Pakistan, où doit bientôt se rendre le secrétaire d'État américain Colin Powell, de violents accrochages ont opposé les manifestants anti-américains aux forces de l'ordre, qui ont échangé des coups de feu. Plusieurs partis islamiques pakistanais ont appelé à une grève nationale pour lundi afin de protester contre la venue de M. Powell.

En déclarant la guerre aux terroristes, le président Bush avait également annoncé qu'il voulait tarir leurs sources de financement. Hier, les États-Unis ont ordonné le gel des avoirs de 39 individus et organisations supplémentaires suspectés de lien avec le terrorisme, portant

leur nombre total à 66 à ce jour.

La Chambre des représentants a voté hier un arsenal de mesures qui donnent aux autorités fédérales des pouvoirs de surveillance et de répression accrues dans la guerre contre le terrorisme.

Cet arsenal législatif accorde à l'administration du président Bush des pouvoirs considérablement élargis au terme de difficiles négociations sur la nécessité de renforcer les moyens du gouvernement dans la lutte antiterroriste tout en protégeant les libertés individuelles.

Ces textes facilitent la mise sur table d'écoute des communications téléphoniques de personnes suspectées de terrorisme, de même que la surveillance de leurs activités sur Internet, tout en renforçant considérablement les pouvoirs des Services de l'immigration (INS).

En outre, les autorités pourront maintenant en détention pendant sept jours un étranger suspecté d'activité terroriste, sans intervention de la justice.

Ces textes durcissent aussi les peines dans les affaires de terrorisme, en criminalisant par exemple le fait d'abriter une personne suspectée d'activité terroriste.

À la Chambre, l'opposition démocrate a fustigé hier le processus par lequel le leadership républicain avait soumis ce projet de loi au vote, sans possibilité d'amender le texte lors du débat parlementaire.

Le projet de loi, baptisé «loi Patriote», a été adopté par les représentants à une forte majorité de 337 voix contre 79. Le Sénat a adopté une législation similaire jeudi soir, par 96 voix contre une, un mois après les attentats terroristes du 11 septembre. Il porte notamment sur l'assouplissement des règles régissant les écoutes téléphoniques et les gardes à vue d'immigrés suspects.

Toutefois, les versions des deux chambres sont différentes et devront être harmonisées en conférence parlementaire, puis signées par le président, avant d'entrer en vigueur.

Le haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Mary Robinson, a demandé une suspension des frappes pour faire parvenir de l'aide humanitaire aux civils à la veille de l'hiver. «Il y a une situation désespérée pour des centaines de milliers, voire jusqu'à deux millions de civils afghans qui ont un besoin désespéré de nourriture», a-t-elle lancé.

Le Haut-Commissariat de l'ONU aux réfugiés a pour sa part estimé que la mise en place de camps censés accueillir les réfugiés afghans à la frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan avait pris beaucoup de retard.

Restaurant Gutenberg — cuisine française qui fait bonne impression

RÉSERVEZ MAINTENANT VOS SOIRÉES DES FÊTES

Traiteur — Salon privé — Événements Sociaux — Chef d'un soir

359, av. du Président-Kennedy (coin de Bleury) • Place des Arts • Tél.: 285-8686 • gutenberg@qc.airs.com